

Chanegriha appelle à la réussite des législatives et au renforcement de l'outil défensif national

P 16

CROISSANCE, INDUSTRIE, INTÉGRATION AFRICAINE

Le satisfecit de la BAD à l'Algérie

L'Algérie a reçu cette semaine un signal particulièrement encourageant de la Banque africaine de développement (BAD). À l'occasion de ses Assemblées annuelles tenues à Brazzaville, l'institution financière panafricaine a dressé un bilan largement positif des performances économiques du pays, mettant en avant la solidité de ses fondamentaux macroéconomiques, les progrès enregistrés dans l'industrialisation ainsi que son rôle grandissant dans l'intégration économique africaine. P 3



AÏD EL-ADHA

La collecte des peaux de moutons gagne en efficacité

La campagne nationale de collecte des peaux de moutons sacrifiés durant l'Aïd El-Adha se poursuit à travers les différentes wilayas du pays avec une organisation renforcée et des résultats jugés encourageants par les pouvoirs publics. Pilotée par le ministère de l'Industrie en coordination avec plusieurs départements ministériels et acteurs locaux, cette opération vise à transformer un déchet souvent abandonné en une véritable ressource économique au service de l'industrie nationale.

P 2

LA CAPACITÉ DE PRODUCTION ATTEINT 8,7 MILLIONS DE TONNES

L'essor de la sidérurgie algérienne se confirme

L'Algérie occupe désormais la troisième place parmi les plus grandes puissances sidérurgiques du monde arabe en termes de capacités opérationnelles de production d'acier, avec 8,7 millions de tonnes par an. Cette performance confirme la montée en puissance de l'industrie nationale et consolide progressivement le statut du pays en tant qu'acteur industriel majeur dans le monde arabe et en Afrique. Elle renforce également ses ambitions de conquête des marchés régionaux et internationaux de l'acier.

P 5

HYDROCARBURES

L'Algérie et la RDC scellent un partenariat stratégique

L'Algérie et la République démocratique du Congo (RDC) ont signé, hier à Alger, un accord de coopération dans le domaine des hydrocarbures, marquant leur volonté commune de développer un partenariat durable et mutuellement bénéfique dans un secteur considéré comme stratégique pour leurs économies respectives.

P 5

SALON NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE L'ENTREPRENEURIAT

Plus de 80 exposants attendus à Alger P 2

LE CORRIDOR FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Un projet stratégique parmi les plus transformateurs d'Afrique P 3

AUTOROUTE NORD-SUD (A1)

Réouverture du tunnel El-Hamdania-Chiffa vers Alger P 4

À L'OCCASION DE L'AÏD EL ADHA
La Direction des forêts d'Alger intensifie ses activités de sensibilisation

La Direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger poursuit, à travers ses équipes de terrain, l'intensification de ses efforts durant les jours de l'Aïd El Adha, en renforçant les patrouilles de surveillance et les campagnes de sensibilisation, menées dans les différents espaces forestiers, indique samedi un communiqué de la Direction. A l'occasion de l'Aïd El Adha, "les équipes de terrain de la Direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger, poursuivent leurs efforts en renforçant les patrouilles de surveillance et les campagnes de sensibilisation, à travers les différents espaces forestiers de la wilaya", précise le communiqué. Ainsi, la forêt de "Kadous" dans la commune de H'raoua (circonscription administrative de Rouiba), a accueilli, au 3e jour de l'Aïd, des sorties de terrain conjointes organisées en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale (GN), afin d'assurer "la protection des espaces forestiers et de sensibiliser les familles à la nécessité d'éviter d'allumer des barbecues, au vu du danger réel que cela représente pour le couvert végétal". Dans le souci d'ancrer la culture de la préservation de l'environnement, ces équipes ont également "organisé une campagne de nettoyage bénévole avec la participation des citoyens présents dans la forêt, tout en réaffirmant que la préservation de cette richesse naturelle constitue une responsabilité collective partagée". A cette occasion, la Direction a souligné que la célébration de l'Aïd "ne saurait être complète sans faire preuve de conscience et de responsabilité vis-à-vis de notre environnement", appelant à "éviter l'allumage des barbecues dans les forêts et à préserver leur propreté, un comportement qu'elle qualifie de "civique" et qui contribue à la préservation de nos espaces naturels des risques d'incendies et de catastrophes. Elle a également recommandé de faire des randonnées en pleine nature "un moment de détente sûr et responsable", rappelant que la préservation des forêts constitue "une protection de notre avenir et de celui des générations futures".

APS

AÏD EL-ADHA

La collecte des peaux de moutons gagne en efficacité

La campagne nationale de collecte des peaux de moutons sacrifiés durant l'Aïd El-Adha se poursuit à travers les différentes wilayas du pays avec une organisation renforcée et des résultats jugés encourageants par les pouvoirs publics. Pilotée par le ministère de l'Industrie en coordination avec plusieurs départements ministériels et acteurs locaux, cette opération vise à transformer un déchet souvent abandonné en une véritable ressource économique au service de l'industrie nationale.

Synthèse R E/Agence

Placée sous le slogan « Du sacrifice à l'usine : la peau est une valeur à ne pas gaspiller », la campagne enregistre cette année une nette amélioration par rapport aux précédentes éditions. Selon Sara Slimani, directrice des industries agroalimentaires et manufacturières au ministère de l'Industrie, cette progression est le résultat d'une meilleure coordination entre les différents intervenants et d'une mobilisation importante des moyens logistiques et humains sur le terrain. L'objectif affiché est double : alimenter les unités industrielles nationales en matière première et réduire l'impact environnemental lié à l'abandon des peaux après le sacrifice. Au-delà de la récupération des peaux exploitables par l'industrie du cuir, les autorités souhaitent désormais développer de nouvelles pistes de valorisation pour les quantités ne répondant pas aux normes industrielles. Dans cette perspective, les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ainsi que de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises ont rejoint cette année la commission nationale multisectorielle chargée du suivi de l'opération. L'ambition est de favoriser l'émergence de projets innovants capables de transformer ces sous-produits en nouvelles ressources à valeur ajoutée, tout en créant des opportunités d'investissement pour les jeunes entrepreneurs.

Une ressource précieuse pour l'industrie du cuir

Pour le groupe public Textile et Cuir (GETEX), principal opérateur de transformation, la campagne constitue un enjeu stratégique. Son prési-

dent-directeur général, Toufik Berkani, souligne que les opérations de collecte se déroulent dans de bonnes conditions grâce à la mobilisation des différents partenaires et à l'adhésion croissante des citoyens.

La particularité de cette édition réside également dans la diversité des races ovines sacrifiées, entre cheptel local et moutons importés. Une diversité qui représente à la fois un défi technique et une opportunité pour les industriels.

Les peaux les plus fines pourront être orientées vers la fabrication de vêtements et de gants haut de gamme, tandis que les peaux plus épaisses seront utilisées dans l'industrie de la chaussure et de la maroquinerie.

Selon M. Berkani, cette campagne permettra également de constituer une base de données technique importante afin d'évaluer la qualité des peaux issues des moutons importés et d'orienter les futures stratégies de développement de la filière cuir et laine.

Les responsables du secteur estiment que la valorisation de cette matière première locale pourrait contribuer à renforcer l'intégration industrielle nationale et à réduire progressivement les importations de cuir brut et de produits dérivés.

La relance de cette filière s'inscrit dans la stratégie de diversification économique engagée par les pouvoirs publics, visant à mieux exploiter les ressources disponibles localement et à développer des chaînes de valeur industrielles à forte valeur ajoutée.

La collecte des peaux de moutons s'inscrit dans une approche environnementale fondée sur les principes de l'économie circulaire. Selon le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, cette opération contribue à lutter contre les dépôts

anarchiques de déchets, à améliorer l'hygiène publique et à promouvoir le recyclage de matières pouvant être réintroduites dans le cycle économique.

Fazia Ameziani, sous-directrice de la politique environnementale et urbaine au ministère, rappelle que cette démarche s'intègre pleinement dans la Stratégie nationale de gestion intégrée des déchets, laquelle vise à développer des filières de réutilisation capables de générer simultanément de la valeur économique et environnementale.

Pour assurer le succès de l'opération, un vaste dispositif de sensibilisation a été déployé à travers les wilayas. Les directions de l'environnement, l'Agence nationale des déchets (AND), le Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE) ainsi que les collectivités locales multiplient les actions de proximité pour informer les citoyens sur les méthodes de conservation des peaux et les points de collecte disponibles. Les autorités rappellent notamment l'importance du salage et du séchage correct des peaux afin de préserver leur qualité avant leur transfert vers les centres de traitement.

Une fois collectées, les peaux sont acheminées vers des centres spécialisés où elles sont triées, salées et préparées en vue de leur transformation industrielle.

À travers cette campagne, les pouvoirs publics cherchent non seulement à préserver une ressource économique longtemps sous-exploitée, mais aussi à ancrer durablement les pratiques de valorisation et de recyclage dans les comportements des citoyens. Une démarche qui conjugue développement industriel, protection de l'environnement et création de valeur au profit de l'économie nationale.

SALON NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE L'ENTREPRENEURIAT

Plus de 80 exposants attendus à Alger

Le Palais de la Culture Moufki Zakaria à Alger accueillera, du 02 au 04 juin 2026, les activités de la 20ème édition du Salon National de l'Emploi, de la Formation et de l'Entrepreneuriat « Algeria Job Summit ». Au fil des ans, cet événement économique et scientifique majeur s'est imposé comme l'un des principaux espaces nationaux dédiés au recrutement, à la formation continue, à l'innovation et à l'entrepreneuriat. Cette édition verra la participation de plus de 80 institutions et organismes, parmi lesquels des entreprises nationales et internationales, des écoles et centres de formation, des incubateurs, des startups, des dispositifs d'appui et d'accompagnement, ainsi que des institutions publiques. L'événement est organisé à l'initiative de l'agence 3C (Culture et Communication), en partenariat avec l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et du Développement Technologique (ANVREDET), le CREA, l'AHK, Emploi Partner, EL Djamiya Linlkl Ouâ El Khadamet.

Cette démarche s'inscrit dans une vision visant à jeter des ponts entre le monde de la formation, le marché du travail, l'écosystème entrepreneurial et l'innovation.

Placée sous le haut patronage du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et du Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, cette édition bénéficie également du soutien des ministères des Transports, des Ressources en Eau, et de l'Industrie. Elle se distingue en outre par la participation active d'entreprises sponsors de premier plan telles que Sidal, Global Soft et Etaford, Yassir reflétant ainsi l'importance cruciale de ce salon dans l'accompagnement des mutations économiques et numériques que connaît l'Algérie.

Le programme s'articule autour de 4 axes fondamentaux : l'emploi, la formation, l'innovation et l'entrepreneuriat.

Il propose une série de conférences, de panels et de débats animés par des experts, des managers et des décideurs, ainsi que des ateliers pratiques

axés sur les compétences de demain, des espaces de job-dating et des rencontres professionnelles B2B. De plus, une journée intitulée « Startup Challenge Day » sera dédiée à la présentation de projets innovants, mettant en lumière le potentiel des jeunes entrepreneurs.

Le sommet mettra également l'accent sur les transformations rapides du marché de l'emploi, notamment face à l'intelligence artificielle, à la transition numérique, à l'émergence de nouveaux métiers, à la formation continue et à l'employabilité des jeunes talents, dans le contexte de la quatrième révolution industrielle et des défis de l'économie de la connaissance.

En somme, l'« Algeria Job Summit » se veut un espace ouvert pour le partage d'expertises, le tissage de partenariats et l'exploration d'opportunités de collaboration et d'emploi, afin de dynamiser le développement économique et de soutenir l'évolution de l'écosystème de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat en Algérie.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Édité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CROISSANCE, INDUSTRIE, INTÉGRATION AFRICAINE

Le satisfecit de la BAD à l'Algérie

L'Algérie a reçu cette semaine un signal particulièrement encourageant de la Banque africaine de développement (BAD). À l'occasion de ses Assemblées annuelles tenues à Brazzaville, l'institution financière panafricaine a dressé un bilan largement positif des performances économiques du pays, mettant en avant la solidité de ses fondamentaux macroéconomiques, les progrès enregistrés dans l'industrialisation ainsi que son rôle grandissant dans l'intégration économique africaine.

Par Selma R.

À travers plusieurs rapports et déclarations de ses responsables, la BAD a ainsi adressé trois principaux satisfecits à l'économie algérienne, confirmant la dynamique engagée ces dernières années. Le premier satisfecit concerne la croissance économique. La BAD a revu à la hausse ses prévisions pour l'Algérie, tablant désormais sur une croissance du PIB réel de 4,1 % en 2026, contre une estimation précédente de 3,4 %. Pour 2027, l'institution prévoit une progression de 4,2 %, un rythme qui place l'Algérie parmi les économies les plus dynamiques du continent. Selon le rapport « Perspectives économiques en Afrique 2026 », cette performance repose sur plusieurs moteurs de croissance, notamment les investissements publics, l'expansion des secteurs hors hydrocarbures, ainsi que la vigueur de la production manufacturière et agricole. La BAD souligne également la résilience de l'économie nationale face aux turbulences internationales, marquées par les tensions géopolitiques, la volatilité des marchés énergétiques et les incertitudes qui continuent de peser sur l'économie mondiale. L'institution relève par ailleurs une amélioration notable de plusieurs indicateurs macroéconomiques. L'inflation a fortement reculé, passant de 4,4 % en 2024 à seulement 1,7 % en 2025, grâce notamment à la stabilisation des prix alimentaires. Sur le plan social, la Banque estime que les politiques publiques menées pour garantir l'accès aux services de base ont contribué à réduire les inégalités et à améliorer les indica-

teurs de développement humain. L'Algérie figure ainsi parmi les pays africains affichant les niveaux de développement humain les plus élevés.

Le deuxième satisfecit porte sur les avancées enregistrées dans le domaine industriel. Les deux rapports dévoilés à Brazzaville, l'Indice de l'industrialisation en Afrique (AII 2025) et le premier Baromètre de l'investissement industriel en Afrique (AfIIB), mettent en évidence une amélioration continue des performances industrielles algériennes entre 2021 et 2024. La BAD note une progression graduelle des capacités productives nationales, une amélioration des infrastructures industrielles ainsi qu'un renforcement des mécanismes de soutien à l'activité manufacturière. Les déterminants indirects de l'industrialisation, liés notamment aux infrastructures, à l'environnement économique et aux capacités institutionnelles, affichent également des avancées significatives. Le rapport souligne que l'Algérie figure désormais parmi les principales économies manufacturières du continent. Cette évolution traduit les efforts entrepris pour diversifier l'économie et renforcer la compétitivité du tissu productif national, dans un contexte où l'industrialisation apparaît comme l'un des principaux leviers de transformation économique en Afrique.

Le troisième satisfecit concerne la place stratégique de l'Algérie dans la dynamique de développement et d'intégration du continent africain. Pour Abdoukader Dileita, responsable du bureau pays de la BAD pour l'Algérie, le pays est appelé à jouer un rôle central

dans la construction économique africaine grâce à sa position géographique, son poids économique et ses infrastructures structurantes. La BAD considère notamment que plusieurs projets majeurs portés par l'Algérie, à l'image du gazoduc transsaharien (TSGP), de la Route de l'unité africaine, de la dorsale transsaharienne à fibre optique ou encore de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, constituent des outils essentiels pour renforcer la connectivité régionale et accélérer l'intégration économique du continent. Le projet ferroviaire Alger-Tamanrasset est même présenté par la Banque comme l'une des infrastructures les plus transformatrices d'Afrique, tandis que le TSGP est qualifié de corridor énergétique majeur capable de renforcer la sécurité énergétique et la coopération économique régionale. La BAD met également en avant l'engagement de l'Algérie en faveur du développement africain, rappelant qu'elle est le troisième actionnaire africain de l'institution et qu'elle contribue activement au financement des mécanismes continentaux de développement, notamment à travers le Fonds africain de développement.

Au final, les conclusions de la BAD convergent vers un constat clair : l'Algérie consolide progressivement sa position comme moteur de croissance régionale, plateforme industrielle émergente et acteur incontournable de l'intégration africaine. Trois appréciations qui viennent conforter les ambitions affichées par les pouvoirs publics en matière de diversification économique et de rayonnement continental.

PROJET DE GAZODUC TRANS-SAHARIEN

Un corridor majeur pour booster l'intégration économique africaine

Le projet de gazoduc trans-saharien (TSGP) constitue un corridor énergétique majeur appelé à renforcer la sécurité énergétique, l'intégration économique régionale et la coopération continentale, a affirmé le responsable du bureau pays du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) pour l'Algérie, Abdoukader Dileita.

Dans une déclaration à l'APS en marge des assemblées annuelles de la BAD, qui se tiennent à Brazzaville, M. Dileita a souligné que "la Banque salue cette initiative (TSGP) hautement intégratrice, porteuse d'un fort potentiel régional". Le responsable a rappelé que ce projet stratégique visant à acheminer le gaz nigérien vers l'Algérie puis vers l'Europe via le Niger, contribue "au renforcement de la sécurité énergétique et de l'intégration régionale".

Le gazoduc (4.130 km et 30 milliards M3 de capacité) devrait relier les infrastructures gazières du Nigeria aux réseaux de distribution algériens vers l'Europe, et permettrait d'augmenter l'approvisionnement gazier de l'Europe. Le même responsable a estimé que le TSGP, conçu comme un véritable corridor économique, pourrait renforcer la coopération entre les pays traversés, stimuler le développement industriel et énergétique des régions concernées et améliorer l'accès à l'énergie au profit des populations locales. M. Dileita a souligné que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a élevé le TSGP au rang de "maillon stratégique de la coopération continentale", relevant que ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large comprenant également la Route de l'unité africaine et la dorsale trans-saharienne à fibre optique. Abordant l'engagement de la BAD dans ces projets structurants, M. Dileita a assuré que la Banque est prête à accompagner ces chantiers d'envergure, soit directement, soit en fédérant d'autres partenaires financiers autour de ces initiatives stratégiques.

M. Dileita a également insisté sur la dimension géostratégique du TSGP dans le contexte sahélien, estimant que "la réponse durable aux crises sahéliennes est le développement", à travers la création d'opportunités économiques, la connexion des territoires et l'intégration des économies régionales.

Dans ce cadre, il a souligné que l'Algérie occupe "une position centrale" dans toute stratégie de développement et de stabilisation de la région, mettant en avant sa position géographique, son poids diplomatique ainsi que son rôle moteur dans les grands projets d'intégration africaine.

Concernant les perspectives de coopération entre l'Algérie et la BAD, M. Dileita a indiqué que le nouveau Document de stratégie pays (DSP) 2025-2030, élaboré conjointement avec les autorités algériennes, vise à accélérer la diversification économique et l'intégration régionale à travers le développement des infrastructures, notamment dans les secteurs des transports et de l'énergie, ainsi que le soutien à la transformation structurelle de l'économie. R. E.

LE CORRIDOR FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Un projet stratégique parmi les plus transformateurs d'Afrique

Par Réda Hadi

Le projet de ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset continue de susciter l'intérêt des grandes institutions financières africaines. À l'occasion des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), organisées à Brazzaville, cette infrastructure majeure a été présentée comme l'un des projets les plus structurants et les plus transformateurs du continent africain. Au-delà de son importance nationale pour l'Algérie, ce corridor transsaharien est désormais considéré comme un levier essentiel pour l'intégration économique africaine et la concrétisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Intervenant lors d'une rencontre consacrée aux grands projets d'infrastructures du continent, la vice-présidente principale du Groupe de la BAD, Marie-Laure Akin-Olugbade, a souligné le caractère exceptionnel de cette réalisation ferroviaire. Selon elle, le corridor Alger-Tamanrasset représente l'une des initiatives les plus ambitieuses soutenues par

l'institution panafricaine. « Parmi nos interventions les plus transformatrices figure le projet ferroviaire algérien, qui constitue essentiellement la voie transsaharienne », a-t-elle déclaré, mettant en avant le rôle déterminant des infrastructures de transport dans le renforcement des échanges commerciaux et de l'intégration régionale.

Le projet ferroviaire Alger-Tamanrasset s'inscrit dans une vision stratégique visant à relier le nord du continent à sa profondeur sahélienne et subsaharienne. En traversant plusieurs wilayas algériennes, notamment Alger, Laghouat, Ghardaïa, El-Meniaa, In Salah et Tamanrasset, cette ligne devrait constituer un axe logistique majeur facilitant la circulation des marchandises et des personnes entre l'Afrique du Nord et les pays du Sahel.

Dans le contexte de la Zlecaf, entrée progressivement en vigueur pour favoriser la libre circulation des biens et services à travers le continent, les infrastructures de transport sont considérées comme un préalable indispensable. Les experts estiment que le déficit de connectivité de-

meure l'un des principaux obstacles au développement du commerce intra-africain, qui représente encore une faible part des échanges globaux du continent.

La future ligne ferroviaire pourrait ainsi jouer un rôle décisif dans la réduction des coûts logistiques, l'amélioration de la compétitivité des économies africaines et le désenclavement de vastes territoires sahariens. À terme, elle pourrait également être prolongée vers les pays voisins du Sahel, renforçant ainsi la vocation continentale du projet.

La Banque africaine de développement participe activement au financement du premier tronçon du projet, reliant Laghouat à Ghardaïa puis à El-Meniaa. Selon Marie-Laure Akin-Olugbade, il s'agit du plus grand projet jamais financé par la BAD en Algérie. Cet engagement traduit la confiance de l'institution dans le potentiel économique de cette infrastructure et dans sa capacité à générer des retombées durables. Les responsables de la Banque considèrent que ce corridor contribuera non seulement à la diversification économique de l'Algérie, mais aussi à l'émer-

gence de nouveaux pôles de développement dans les régions du Sud. Le projet s'inscrit également dans la stratégie algérienne visant à renforcer les infrastructures de transport et à valoriser les ressources économiques du Grand Sud, tout en consolidant la position du pays comme plateforme d'échanges entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accordé une importance particulière à ce chantier qu'il a qualifié récemment de « nouveau pari du siècle ». Une expression qui témoigne de l'ampleur des ambitions attachées à cette réalisation. Le chef de l'État a même comparé son importance stratégique à celle du projet minier de Gara Djebilet, considéré comme l'un des piliers de la nouvelle politique industrielle du pays. Selon les orientations présidentielles, la mise en service de la ligne est prévue pour la fin de l'année 2028. Outre ses dimensions économiques, le projet devrait contribuer à améliorer la mobilité des populations du Sud, favoriser l'investissement privé et renforcer l'attractivité des régions sahariennes.

ENTREPRISE PORTUAIRE
D'ANNABA

La nouvelle zone
de dégagement «
El Mellaha » entre
en service

L'Entreprise portuaire d'Annaba (EPA), en coordination avec les services des Douanes, a procédé à la mise en exploitation officielle de la nouvelle zone de dégagement sous contrôle douanier « El Mellaha », selon un communiqué rendu public hier. S'étendant sur une superficie de 2,4 hectares, cette infrastructure logistique constitue une extension stratégique du port d'Annaba. Dotée d'une capacité de stockage de 3 000 conteneurs équivalents vingt pieds (EVP), elle vise à réduire progressivement la congestion au niveau du port commercial, à fluidifier le transit des marchandises et à optimiser l'utilisation des infrastructures portuaires existantes. Selon la même source, la plateforme a été équipée de l'ensemble des installations nécessaires au traitement des opérations logistiques dans les meilleures conditions. Elle fonctionnera en continu, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, afin de répondre aux besoins des opérateurs économiques. Des espaces administratifs ont également été aménagés pour accueillir les différents services intervenant dans la chaîne de contrôle, notamment l'Inspection de la répression des fraudes ainsi que les services phytosanitaires et vétérinaires de la wilaya d'Annaba. Parmi les équipements de pointe mis en place figure un scanner à rayons X de dernière génération, capable de traiter jusqu'à 25 camions par heure en mode mobile et 150 camions par heure en mode fixe. Le site dispose également de 24 prises électriques destinées aux conteneurs frigorifiques, ainsi que d'un système moderne de lutte contre les incendies et d'un dispositif performant de vidéosurveillance. L'Entreprise portuaire d'Annaba indique par ailleurs que des travaux d'extension sont d'ores et déjà programmés afin d'accroître les capacités de stockage et d'accueil de la zone. Cette future phase de développement devrait permettre d'améliorer davantage les performances logistiques du port, de renforcer sa capacité de traitement des marchandises et de consolider sa compétitivité au sein du réseau portuaire national. La mise en service de la zone « El Mellaha » s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à moderniser les infrastructures portuaires, à renforcer les capacités logistiques nationales et à désengorger les espaces portuaires. Elle répond également aux directives du groupe Serport, qui œuvre à l'amélioration de l'efficacité de la chaîne logistique et commerciale du pays.

R E.

AUTOROUTE NORD-SUD (A1)

Réouverture du tunnel El-Hamdania-Chiffa vers Alger

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Djellaoui, a effectué hier une visite d'inspection sur le tronçon de l'autoroute Nord-Sud (A 1) reliant Chiffa (wilaya de Blida) à El-Hamdania (wilaya de Médéa), accompagné des walis des deux wilayas concernées, afin de suivre l'évolution des travaux de réparation de la panne technique enregistrée au niveau des tunnels de cet axe stratégique. À l'issue de cette visite, et après s'être assuré du respect de l'ensemble des conditions de sécurité routière au profit des usagers ainsi que de la mise en place d'un système permanent de suivi et de contrôle au niveau des ouvrages concernés, le ministre a procédé à

la réouverture du premier tunnel reliant El-Hamdania à Chiffa dans le sens Médéa-Alger. Cette réouverture marque une étape importante dans le rétablissement progressif de la circulation sur ce tronçon vital, affecté ces derniers jours par une panne technique ayant nécessité d'importantes interventions sur les équipements de contrôle et de surveillance, indique un communiqué du ministère. Concernant les travaux qui se poursuivront sur les deux tunnels reliant Chiffa à El-Hamdania dans le sens Alger-Djelfa, le ministre a donné des instructions fermes en faveur de la mise en œuvre de mesures d'urgence. Le ministre a notamment ordonné la mobilisation de tous les moyens disponibles,

en particulier les équipements et ressources techniques nécessaires, ainsi que le renforcement des équipes d'intervention afin d'achever les travaux dans les meilleurs délais et permettre la réouverture des deux tunnels restants.

Il a également insisté sur l'importance d'une coordination étroite entre les services centraux du ministère, les autorités locales et l'ensemble des intervenants concernés, afin d'assurer le bon déroulement des opérations restantes et d'accélérer leur exécution, tout en veillant au respect strict des normes de sécurité pour les usagers de l'autoroute Nord-Sud.

R E.

CHINE

De nouvelles facilités pour les importations venues d'Afrique

La Chine a annoncé vendredi de nouvelles mesures visant à faciliter davantage les importations venues de l'Afrique, à travers la modernisation des "canaux verts" et la mise en œuvre effective du traitement tarifaire zéro en faveur des pays africains entretenant des relations diplomatiques avec Pékin. Lors d'un point de presse, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Mao Ning, a indiqué que ces dispositions ont pour objectif d'élargir l'accès des produits africains au marché chinois et de renforcer les bénéfices mutuels entre les peuples chinois et africains. Cette déclaration intervient après l'annonce de l'Administration générale des douanes (AGD) selon laquelle la Chine accordera, à compter du 20 juillet prochain, un accès intégral à son marché

aux grains de café africains conformes aux exigences sanitaires en vigueur. Selon l'AGD, les grains de café provenant de tous les pays africains ayant des relations diplomatiques avec la Chine pourront être exportés vers le marché chinois à condition de respecter les dispositions prévues dans l'annonce n°68 de 2026. Les autorités chinoises ont précisé que ce produit rejoint désormais la liste des produits agricoles bénéficiant d'un accès régional unifié au marché chinois.

Mme Mao a souligné que le traitement tarifaire zéro accordé aux 53 pays africains concernés constitue "une nouvelle fenêtre d'opportunités" pour les exportations africaines. Elle a affirmé que cette politique reflète l'engagement de la Chine à promouvoir une coopération fondée sur "la sincérité, les résultats effectifs, l'amitié et la bonne foi", conformément aux principes défendus par le président chinois dans le cadre des relations sino-africaines.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Mai 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais				
Pomme de terre	66	75	56	البطاطا
Tomate	101	116	87	الطماطم
Oignon sec	93	104	83	البصل الجاف
Ail sec	684	775	593	الثوم الجاف
Ail vert	203	229	177	الثوم الاخضر
Carotte	118	131	106	الجزر
Navet	123	135	110	اللفت
Petit pois	195	216	174	الجبليانة
Fève verte	83	94	72	الفول الاخضر
Courgette	155	171	138	الكوسة
Haricot vert	268	298	237	الفاصولياء الخضراء
Laitue	117	131	103	الخس
Fruits frais				
Pomme locale	532	638	426	التفاح المحلي
Datte	503	633	373	التمر
Banane	492	511	473	الموز
Melon	148	165	130	البطيخ الاصفر
Pastèque	97	113	81	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale				
Viande bovine locale	2034	2188	1879	لحم البقر المحلي
Poulet de chair	369	382	356	الدجاج
Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,17	-11,12	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1398,00	0,07	0,17	-0,73	8,99	5,56	2600	3 634 800,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	2510,00	0,16	0,17	1,28	6,67	6,37	20	50 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 070,00	2070,00	0,00	-0,63	-7,50	9,87	6,04	2000	4 140 000,00
EGH El Aouassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,50	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	-0,63	8,35	4,21	4,72	0	0,00

RÉALISATION DES TRAVAUX DE
DRAGAGE DES PORTS NATIONAUX
Signature d'un mémorandum
d'entente pour la création
d'une joint-venture algéro-
chinoise

Un mémorandum d'entente a été signé, mardi à Alger, entre le groupe des travaux maritimes (GTM) et la société chinoise China Harbour Engineering Company (CHEC) pour la création d'une joint-venture chargée de la réalisation des travaux de dragage des ports nationaux, et de l'ensemble des opérations connexes, a indiqué un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. La cérémonie de signature, entre le PDG de GTM, Mustapha Saidani, et le DG de la société chinoise CHEC, Sun Yingguan, s'est déroulée sous la supervision du ministre du secteur, Abdelkader Djellaoui, en présence de cadres centraux du ministère, ainsi que des PDG et DG de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (AN-RIP), de la Méditerranéenne des travaux maritimes (MEDITRAM) et de l'Entreprise algérienne de dragage des infrastructures portuaires et hydrauliques (Aldiph). Ce mémorandum a pour objectif de renforcer et de développer la coopération entre les deux parties dans le domaine de la réalisation des travaux de dragage des ports nationaux, en vue de rétablir les profondeurs réglementaires au niveau des quais, des bassins portuaires et des chenaux de navigation et entrées de ports, ce qui garantit l'exploitation optimale de ces infrastructures vitales, améliore leurs performances et augmente leur rendement économique, ajoute la même source. Cela intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 19 avril dernier.

R E.

LA CAPACITÉ DE PRODUCTION ATTEINT 8,7 MILLIONS DE TONNES

L'essor de la sidérurgie algérienne se confirme

L'Algérie occupe désormais la troisième place parmi les plus grandes puissances sidérurgiques du monde arabe en termes de capacités opérationnelles de production d'acier, avec 8,7 millions de tonnes par an. Cette performance confirme la montée en puissance de l'industrie nationale et consolide progressivement le statut du pays en tant qu'acteur industriel majeur dans le monde arabe et en Afrique. Elle renforce également ses ambitions de conquête des marchés régionaux et internationaux de l'acier.

Par S. R.

Le pays se classe ainsi derrière l'Égypte (15,6 millions de tonnes) et l'Arabie saoudite (12 millions de tonnes), tout en devançant largement plusieurs économies industrielles de la région, notamment les Émirats arabes unis (5,1 millions de tonnes), le Maroc (3,3 millions de tonnes) et Oman (3,2 millions de tonnes), selon les dernières données publiées par la plateforme spécialisée « At-taqa.net ». Ce classement illustre la transformation progressive du paysage industriel algérien au cours de la dernière décennie, portée par d'importants investissements dans la métallurgie, la valorisation des ressources minières et le développement de nouvelles capacités de production destinées aussi bien au marché national qu'aux exportations. Avec une capacité de 8,7 millions de tonnes par an, l'Algérie représente à elle seule près de 15 % des capacités sidérurgiques cumulées des dix premiers pays arabes du secteur, dont le total dépasse 59 millions de tonnes annuelles. Cette position traduit l'affirmation du pays comme l'un des principaux pôles sidérurgiques de la région. L'un des principaux atouts du modèle al-

gérien réside dans le recours exclusif aux fours à arc électrique, une technologie plus moderne et moins émettrice de carbone que les hauts fourneaux traditionnels alimentés au charbon. Ce choix place l'industrie nationale en phase avec les grandes mutations que connaît actuellement la sidérurgie mondiale, orientée vers des procédés de production plus sobres en énergie et plus respectueux de l'environnement.

Les données internationales montrent d'ailleurs que les fours à arc électrique constituent aujourd'hui le segment le plus dynamique de l'industrie sidérurgique mondiale. Leur capacité progresse à un rythme annuel moyen de 12,8 % au cours des cinq dernières années, contre seulement 2,6 % pour les fours à oxygène basique. Face à cette évolution, de nombreux pays producteurs accélèrent leur transition vers cette technologie. L'Algérie bénéficie ainsi d'un avantage structurel non négligeable, puisque l'ensemble de ses capacités de production repose déjà sur ce modèle industriel.

Cette montée en puissance s'inscrit dans un contexte plus large de redéploiement de la stratégie industrielle nationale. Le développement des complexes sidérur-

giques, l'essor des activités de transformation métallique et les ambitions affichées dans l'exploitation des ressources minières, notamment le gisement géant de Gara Djebilet, renforcent les perspectives de croissance de la filière. Parallèlement, la disponibilité de ressources énergétiques abondantes, l'amélioration des infrastructures logistiques et les projets de connexion ferroviaire à grande échelle constituent autant d'atouts pour soutenir l'expansion du secteur. La future exploitation industrielle des importantes réserves nationales de minerai de fer devrait également favoriser une meilleure intégration de la chaîne de valeur sidérurgique et réduire la dépendance aux importations de matières premières.

Cette troisième place à l'échelle arabe illustre ainsi la volonté de l'Algérie de faire de l'industrie manufacturière un levier central de sa diversification économique. Dans un contexte international marqué par la compétition autour des matières premières stratégiques et la relocalisation de certaines activités industrielles, la sidérurgie apparaît comme l'un des secteurs les mieux placés pour générer des retombées significatives sur l'ensemble de l'économie nationale.

GHARDAÏA Projet de raccordement de 75 exploitations agricoles à l'électricité en prévision de l'été

Au moins 75 exploitations agricoles seront raccordées au réseau d'électricité dans la wilaya de Ghardaïa, en prévision de la saison estivale, indique un communiqué de la Direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Un financement de plus de 1,9 milliard DA est consacré à cette opération, avec une contribution du groupe Sonelgaz de 299 millions DA, a précisé la source en signalant que l'opération englobera la réalisation de 271 km de réseau de moyenne tension et 79 km de réseau de basse tension, ainsi que 98 transformateurs et 241 branchements, et ce, dans différentes communes de la wilaya.

Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour mener à bien ces projets, dans les délais impartis, souligne Sonelgaz en rappelant que 34 projets pour le raccordement de 136 exploitations agricoles avaient été concrétisés dans la wilaya de Ghardaïa durant l'année 2025.

Toutes contribueront à booster la dynamique de développement dans la wilaya, à accompagner les investisseurs agricoles et accroître leur productivité, et à encourager l'investissement dans l'activité agricole, conclut le communiqué de Sonelgaz.

APS

HYDROCARBURES

L'Algérie et la RDC scellent un partenariat stratégique

L'Algérie et la République démocratique du Congo (RDC) ont signé, hier à Alger, un accord de coopération dans le domaine des hydrocarbures, marquant leur volonté commune de développer un partenariat durable et mutuellement bénéfique dans un secteur considéré comme stratégique pour leurs économies respectives.

La cérémonie de signature s'est déroulée au siège du ministère des Hydrocarbures sous la présidence du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et de son homologue congolaise, la ministre d'État, ministre des Hydrocarbures de la RDC, Acacia Bandubola Mbongo, en visite de travail en Algérie, indique le ministère dans un communiqué.

Ont également pris part à cette rencontre l'ambassadrice de la RDC en Algérie, le président-directeur général de Sonatrach, Noureddine Daoudi, le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Samir Bekhti, ainsi que le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini.

Cet accord intervient à l'issue de plusieurs échanges bilatéraux engagés

dans le cadre de la visite officielle de la ministre congolaise, effectuée du 29 mai au 3 juin. Il vise à instaurer un cadre institutionnel permanent destiné à structurer et à développer la coopération entre les deux pays dans l'ensemble des segments de l'industrie des hydrocarbures.

Le texte prévoit notamment le partage d'expériences, l'échange de savoir-faire et le renforcement des relations entre les institutions, agences et entreprises nationales activant dans le secteur énergétique.

Exploration, raffinage et pétrochimie

Les domaines de coopération couvrent, selon la même source, l'exploration et la production des hydrocarbures, le développement des gisements pétroliers et gaziers, le raffinage, la pétrochimie ainsi que la commercialisation et la distribution des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié (GPL). L'accord englobe également les services pétroliers, les activités logistiques et les infrastructures énergétiques, notamment le transport des hydrocarbures par canalisations, le stockage et la gestion des données géologiques. Cette démarche devrait permettre à la

RDC de bénéficier de l'expérience accumulée par l'Algérie dans la gestion de son industrie pétrolière et gazière, tout en ouvrant de nouvelles opportunités de coopération économique et d'investissement pour les entreprises algériennes.

La formation au cœur du partenariat

L'un des axes majeurs de l'accord concerne le développement des ressources humaines. Les deux parties ont convenu de renforcer les programmes de formation, d'échange d'experts et de transfert de technologie.

La délégation congolaise doit ainsi visiter plusieurs instituts de formation et installations énergétiques afin de s'imprégner de l'expérience algérienne en matière de développement des compétences, de maîtrise technologique et de gestion intégrée de la chaîne de valeur des hydrocarbures.

L'expertise des établissements de formation relevant du secteur énergétique algérien constitue aujourd'hui un levier important de la diplomatie énergétique du pays en Afrique.

Conscientes des profondes mutations que connaît l'industrie énergétique mondiale, l'Algérie et la RDC ont égale-

ment inscrit dans leur accord des domaines de coopération liés à la numérisation, à l'innovation, à l'intelligence artificielle ainsi qu'à la recherche et au développement.

L'objectif est d'améliorer les performances opérationnelles, d'optimiser la rentabilité des projets et de renforcer la compétitivité des industries énergétiques des deux pays dans un contexte marqué par l'évolution rapide des technologies et des exigences environnementales.

Au-delà de sa dimension bilatérale, ce partenariat s'inscrit dans une vision plus large de coopération continentale. Les deux pays ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur coordination au sein de l'Organisation africaine des producteurs de pétrole (APPO) et de l'Union africaine.

Ils ont également exprimé leur soutien aux initiatives énergétiques continentales visant à renforcer la sécurité énergétique du continent, à favoriser l'intégration des marchés africains et à promouvoir un développement durable fondé sur la valorisation des ressources naturelles.

Z R.

KHENCHELA

Réception prochaine d'une station d'épuration des eaux usées à Chechar

Une station d'épuration des eaux usées sera "prochainement" réceptionnée dans la commune de Chechar (wilaya de Khenchela), a indiqué le directeur de l'Hydraulique, Rachid Benachour.

Le projet de réalisation et d'équipement de cette station, dont les travaux ont été lancés en août 2023, affiche un taux d'avancement de 90 %, a précisé, à l'APS, le responsable, qui a souligné que des instructions ont été données à l'entreprise de réalisation pour achever les travaux restant au plus tard durant le troisième trimestre de l'année en cours.

Selon la même source, l'entreprise de réalisation a réceptionné dernièrement les équipements électromécaniques de la station en prévision de leur montage, du lancement des essais techniques et de la vérification du fonctionnement et de l'absence de fuites.

La station assurera à terme le traitement de 7.300 m³/jour d'eaux usées pour leur redistribution conformément à des méthodes techniques nouvelles, a-t-on ajouté.

Le projet comporte la réalisation d'un siège administratif, l'équipement d'une unité de traitement des eaux usées, la réalisation de 4 stations de pompage des eaux usées depuis les divers quartiers avec leur raccordement à la station d'épuration des eaux usées en plus de la réalisation de 8.500 mètres linéaires de canalisations.

APS

EL-MENIAA

Mise en service de nouveaux projets de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité

De nouveaux projets de raccordement aux réseaux de gaz naturel et d'électricité ont été mis en service dans plusieurs quartiers de la commune d'El-Meniaa, dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions de vie des habitants, indique vendredi un communiqué de la direction locale de Sonelgaz-Distribution.

Pas moins de 220 foyers dans des quartiers de Hmidate, Hdeb Benarfa, le vieux ksar, Ouled Aïcha et Dyar Errag ont été raccordés à un réseau de distribution de gaz naturel de 7,3 km, grâce à une enveloppe globale de 28,4 millions de DA, dont 5,9 millions financés par Sonelgaz, a précisé la même source.

Par ailleurs, le quartier de Taghit a retenu le raccordement à un réseau électrique de 9,3 km, ainsi que de l'installation de deux transformateurs de 250 kilovoltampère, pour un montant de 65 millions de DA, l'apport de Sonelgaz s'élève à 11 millions de DA. Ces projets s'inscrivent dans une dynamique susceptible de renforcer la couverture énergétique (gaz et électricité), d'améliorer le service public et de contribuer au développement local, selon le même document.

En marge de la cérémonie de mise en service de ces projets, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a salué les efforts consentis par la direction de distribution pour poursuivre la concrétisation des projets de renforcement de la couverture énergétique, tout en garantissant un service de qualité aux clients.

Agence

BÉCHAR

Réception prochaine de trois centres de proximité et d'un centre à silos de stockage des céréales

Trois centres de proximité de stockage des céréales ainsi qu'un centre à silos sont en voie de réception dans la wilaya de Bechar, à-on informé auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Il s'agit de deux centres de proximité implantés dans la commune de Bechar et d'un troisième au chef-lieu de la commune frontalière de Beni-Ounif, disposant chacun d'une capacité de stockage de 5.000 tonnes de céréales, a précisé le directeur des services agricoles, Abderabi Hamal. Ces infrastructures seront renforcées, avant la fin de l'année 2026, par la réception et la mise en exploitation d'un centre à silos situé au nord-ouest de Béchar, doté d'une capacité de stockage de 100.000 tonnes de céréales, a ajouté le même responsable. Réalisées dans le cadre de la stratégie nationale de renforcement de la sécurité alimentaire et d'augmentation des capacités nationales de stockage des céréales, ces infrastructures bénéficieront également de la proximité de la ligne ferroviaire dépendante de cette région aux réseaux ferroviaires du Sud et du Nord du pays, at-il expliqué. Ces nouveaux centres de stockage, qui ont nécessité un investissement sectoriel de plus d'un milliard de dinars, permettront de renforcer les capacités de stockage de la wilaya de Béchar, estimées actuellement à 127.520 quintaux, a-t-il souligné. Concernant l'actuelle campagne



moisson-battage, une production de 64.160 quintaux de blé dur et d'orge est attendue sur une superficie de 1.300 hectares, a indiqué M. Hamal.

En prévision de la prochaine campagne travaux-semailles (2026-2027), des études portant sur l'extension des superficies consacrées à la céréaliculture à travers la wilaya sont en voie de finalisation, at-il encore fait savoir.

Cette opération d'extension des surfaces

agricoles dédiées à la production céréalière sera accompagnée d'un programme global d'assistance aux agriculteurs.

Ce programme portera notamment sur les équipements d'irrigation ainsi que sur la gestion rationnelle et l'économie de l'eau, en vue de concrétiser les objectifs fixés, à savoir l'augmentation des capacités de production céréalière de la wilaya, selon le même responsable.

APS

BENI ABBES

Projet de réalisation d'un hôpital de 60 lits à Tabelbala

Les études techniques relatives à la réalisation d'un hôpital de 60 lits dans la commune de Tabelbala, située à 450 km au sud de Beni Abbes, seront prochainement lancées, a indiqué vendredi le directeur de wilaya de la Santé, El Hadj Bekhouche. L'opération sera pilotée par la direction locale des Équipements publics (DEP), maître d'ouvrage du projet, en coordination avec les services de la santé, a précisé le responsable. Ce futur établissement hospitalier vise à assurer une couverture sanitaire moderne et de qualité, ga-

rantissant une meilleure prise en charge des patients de cette région frontale, at-il précisé. Le nouvel hôpital sera implanté sur une superficie de quatre hectares, a ajouté le responsable, soulignant que cette infrastructure, inscrite par l'État au profit de cette collectivité, jouera un rôle majeur en tant que structure de santé de proximité répondant aux besoins croissants des populations locales en matière de soins. Ce projet permettra également de réduire les déplacements de patients de Tabelbala et des localités avoisinantes vers

les grands établissements hospitaliers de la wilaya, notamment l'Établissement public hospitalier (EPH) Ayoub-Mohamed du chef-lieu de wilaya, at-il fait savoir. Par ailleurs, et en complément de ce projet hospitalier souhaité par les responsables locaux, les élus et la population de Tabelbala, la DSP prévoit l'ouverture prochaine de deux nouvelles unités de rééducation et de réadaptation fonctionnelle. Ces structures seront implantées au sein des établissements publics de santé de proximité (EPSP) de

Tabelbala et d'Igli, dans le cadre des efforts visant à renforcer les services médicaux spécialisés et à répondre aux besoins spécifiques des patients de ces collectivités, a informé le responsable.

Il convient de rappeler qu'une unité a déjà été inaugurée et mise en service similaire au sein de l'EPSP Belahcen-Dahane, au chef-lieu de la commune de Kerzaz, dans le cadre de cette même démarche de renforcement des structures sanitaires de proximité, a conclu M. Bekhouche.

R.E

BLIDA

D'importants projets de développement lancés dans la commune de Chebli

Les travaux de réalisation de plusieurs projets de développement inscrits dans le cadre de différents programmes ont été dernièrement lancés dans la commune de Chebli, wilaya de Blida, a-t-on appris auprès des responsables de la commune. Selon le président de cette collectivité locale, Rafik Mehnaoui, ces projets inscrits au titre de l'année 2026, seront notamment à renforcer les infrastructures éducatives et sportives, ainsi qu'à aménager les routes et les réseaux vitaux à travers différents quartiers de la commune. Il s'agit notamment de la réalisation, dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social des communes, de projets d'extension des établissements

éducatifs, à travers la construction de deux classes supplémentaires à l'école primaire « Reguigui Ahmed » du centre de Chebli et de deux autres classes à l'école primaire « Frères Mansouri » de Maâsouma. A cela s'ajoute le bitumage de la route communale dépendant de Mbakhet et Khedham à la RN61 et la réalisation de routes à Sidi Youcef, dans la région de Khedham, en plus d'un projet de renouvellement du réseau d'assainissement à travers la commune.

La commune de Chebli a également retenu, dans le cadre des projets du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, d'une opération portant sur la réalisation de trois classes d'extension à l'école primaire « Benkina Boualem »,

ainsi que d'une autre relative à l'aménagement des quartiers Aïda et Midak du centre de Benramdane.

S'agissant du programme sectoriel, les travaux de réalisation de plusieurs opérations de développement se poursuivent, notamment le projet d'aménagement du quartier d'habitat évolutif du centre de Maâsouma et la réalisation de quatre classes au centre de Khedham, en plus du projet de réalisation d'un nouveau lycée au centre de Chebli.

Le programme de réalisation sectoriel comprend également la d'une salle omnisports au centre de Chebli ainsi que l'aménagement urbain du lotissement Bouzra, selon le même responsable

Agence

Les profits capitalistes dépendent du vol de notre avenir

Les capitalistes ont réussi à faire de l'avenir une source exploitable de richesses colossales, enrichissant quelques privilégiés aujourd'hui en imposant des dettes au plus grand nombre, tout en détériorant les milieux naturels indispensables à un avenir meilleur.

1^{ère} partie

Par Timothy Mitchell (*)

Les profits du capitalisme dépendent de plus en plus de l'exploitation anticipée des richesses futures, que ce soit en accablant les citoyens ordinaires de dettes ou en imposant de lourds coûts écologiques aux générations futures. L'extrait suivant est tiré de **L'alibi du capital : comment nous avons détruit la Terre pour voler l'avenir au nom d'une promesse d'un monde meilleur** (Verso, 2026). Notre époque est marquée par l'apparition de richesses extraordinaires dont l'origine semble impénétrable. Lorsque la société américaine Uber est entrée en bourse en 2019, le marché boursier a estimé sa valeur à 82 milliards de dollars, un chiffre colossal pour une entreprise de VTC créée dix ans plus tôt, qui ne possédait aucun véhicule et n'avait jamais réalisé de bénéfices. Pour expliquer de tels phénomènes, les médias ont souvent recours à des métaphores météorologiques, qualifiant les gains des investisseurs de « stratosphériques ». Comment expliquer autrement, par exemple, que les 5 millions de dollars que Goldman Sachs avait investis dans Uber en 2011 valaient désormais plus d'un demi-milliard de dollars, soit un rendement de plus de 1 000 % en huit ans ? Les commentateurs les plus critiques ont qualifié la valeur de l'entreprise de « tirée de nulle part ». L'origine de cette manne providentielle n'a rien à voir avec la météo. Pour comprendre comment cet argent est gagné, il faut revenir sur Terre. Si Uber constitue un cas extrême, la façon dont il acquiert une richesse indue est chose courante. Ce mode de fonctionnement est une caractéristique déterminante de notre mode de vie contemporain, une clé pour comprendre comment et pourquoi les mécanismes d'enrichissement et d'appauvrissement que nous appelons capitalisme ont vu le jour, et un indice permettant de saisir pourquoi nous sommes aujourd'hui confrontés à cette catastrophe qu'est l'effondrement climatique. L'entreprise a créé sa valeur en mettant en place un moyen concret de consommer l'avenir. Les méthodes permettant de tirer des revenus de l'avenir existent depuis longtemps. Le dispositif utilisé par Uber, la société par actions, existe sous sa forme actuelle depuis plus de 150 ans. Les entreprises modernes détenues par des investisseurs ont d'abord proliféré en Occident au XIX^e siècle pour construire des chemins de fer et autres infrastructures à grande échelle, de type terraformation, à forte intensité carbone et souvent de nature impérialiste, dont l'ampleur et la durabilité, généralement ob-

tenues au prix de lourds sacrifices écologiques et humains, promettaient à leurs actionnaires l'accès à une richesse future sans effort. L'histoire des sociétés par actions remonte encore plus loin, aux compagnies de commerce armées que les marchands européens ont commencé à créer quelque trois siècles plus tôt pour conquérir le commerce mondial, ce qui leur a permis de coloniser des terres et d'asservir ou d'éliminer des peuples à travers le monde. Autrefois, ces méthodes d'enrichissement constituaient généralement l'exception. Les sociétés par actions ne pouvaient être créées que par charte royale ou par une loi du Parlement, la charte expirant généralement après un nombre d'années limité. Les premières compagnies colonisatrices ont donné lieu à des bulles spéculatives et au fardeau des guerres impériales ; elles étaient exposées à des oppositions politiques, à des fermetures, à des sauvetages par les pouvoirs publics ou à des faillites. Les réseaux commerciaux traditionnels d'Asie et d'Afrique, plus anciens, et que la colonisation européenne voulait s'approprier, en particulier ceux du monde indo-islamique, avaient imposé des restrictions quant au recours aux contrats commerciaux pour l'acquisition de marchandises futures non spécifiées et non visibles, en arguant que ces systèmes spéculatifs permettaient à l'une des parties de tirer un profit indu au détriment de l'autre. Même ainsi, le commerce à longue distance à travers ce monde s'effectuait couramment à crédit, la distance entraînant un délai de paiement qui justifiait un prix plus élevé, la distance et le délai constituant ainsi la source même du profit. La pratique juridique islamique reconnaissait également des arrangements permettant aux marchands de tirer profit de l'achat spéculatif d'actifs futurs, comme le recours généralisé aux contrats à terme pour acquérir à l'avance et à bas prix des récoltes agricoles à venir auprès de ceux qui étaient contraints de trouver des fonds pour payer leurs impôts. Mais les marchés à terme dont on tirait des excédents étaient limités par la durée des cycles agricoles ou par le périmètre des routes commerciales interrégionales. Avec l'expansion coloniale de l'Occident, et en particulier à partir de l'ère impériale de la fin du XIX^e siècle, les sociétés par actions sont devenues un moyen de contrôler les marchés à terme à l'échelle intercontinentale et de réorganiser les moyens de subsistance et les paysages à une échelle gigantesque. Aujourd'hui, une entreprise comme Uber fonctionne selon des méthodes quelque peu différentes, mais nourrit une ambition tout aussi démesurée. Après son introduction en bourse en

2019, la société a emprunté 3 milliards de dollars pour racheter Careem, une entreprise basée à Dubaï, dans le but de monopoliser le secteur des services de transport automobile au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une étape de son plan visant à dominer les services de transport sur tous les continents. L'expansion géographique de ces entreprises, tant passée que présente, constitue la source de la richesse de leurs investisseurs tout en la dissimulant. Ce qu'elles cherchent à contrôler, c'est la captation des revenus des générations futures. Nous disposons d'un langage courant pour décrire notre rapport économique à l'avenir, en utilisant des termes tels que « cours boursier », « taux d'intérêt », « progrès technologique » et « croissance économique ». Mais aucun de ces termes n'explique l'origine du revenu indu, ni n'indique que ce sont ceux qui viendront après qui paieront la facture. Pas plus qu'ils n'expliquent comment les vies d'aujourd'hui sont grevées par les prélèvements antérieurs sur l'avenir, ou encore comment ces relations privatisées avec l'avenir, dans lesquelles les modes de vie de demain deviennent des actifs achetés et vendus dans le présent, contribuent à la destruction d'un avenir collectif viable. En réalité, le langage de la finance nous empêche de voir cette relation, en nous persuadant que les générations futures ne sont pas la source des gains, mais bien leurs bénéficiaires. La croissance n'est pas la logique de la modernité capitaliste, mais son alibi. Face à la crise climatique et aux autres perturbations anthropiques de l'équilibre des systèmes terrestres, notamment la destruction des bassins fluviaux, l'effondrement des habitats, l'accélération de l'extinction des espèces et l'empoisonnement des terres, des mers, de l'air et des corps humains par les plastiques synthétiques et les biocides agricoles, et conscients de la vulnérabilité très inégale des différentes communautés humaines face à ces perturbations, il nous faut comprendre comment cette cécité s'est construite. Ayant déjà dépassé les limites acceptables et justes de la transformation de la Terre par les humains, nous assistons partout à une prise de conscience tardive du fait que la viabilité future de la planète doit être prise en compte dès aujourd'hui. Nous coexistons donc avec deux façons contradictoires d'appréhender aujourd'hui l'avenir : l'une apocalyptique, qui voit dans les catastrophes et les bouleversements actuels les signes immédiats d'une catastrophe à venir ; l'autre, un mécanisme d'aveuglement, celui-là même qui a provoqué cette calamité en faisant du futur une source quantifiable de richesses extraordinaires, enrichissant les plus fortunés d'aujourd'hui en

imposant des dettes au plus grand nombre. Les gouvernements semblent incapables de faire face à cette contradiction, tandis que leurs décisions apparaissent souvent inopérantes face à des acteurs qui cherchent toujours plus à contrôler les actifs du futur, ou semblent agir en leur faveur. Même s'il était possible de surmonter ces difficultés, les conséquences n'en resteraient pas moins impossibles à mettre en œuvre. Le capitalisme, quel qu'en soit le prix, prétend nous avoir apporté la croissance. Comment pourrions-nous survivre dans une temporalité différente, un monde où l'avenir ne serait pas dicté par le principe de l'expansion économique ? Depuis que nous organisons la vie en société autour du principe de la croissance économique, certains s'efforcent d'en souligner les limites : cette croissance serait non durable, mal mesurée ou aurait un coût social et écologique trop élevé. Ces critiques sont importantes, mais il existe une autre façon d'envisager notre rapport à l'avenir. La croissance n'est pas la logique de la modernité capitaliste, mais son alibi.

Priorité à la rentabilité

Le capital n'est pas une somme qui aurait été épargnée dans le passé. Comme d'autres l'ont démontré et comme ce livre va l'explorer plus avant, il s'agit d'une captation de l'avenir. Nous pouvons commencer à réfléchir à cette relation avec l'avenir en prenant le cas très simple de la manière dont une entreprise moderne détenue par des actionnaires acquiert sa valeur. Lorsqu'une entreprise est introduite en bourse, les actions mises en vente représentent un droit sur la propriété de ses bénéfices futurs. Dans la mesure où les recettes ne sont pas disponibles immédiatement, la valeur des revenus prévisionnels de chaque année est ajustée à la baisse, ou « actualisée », afin de tenir compte du délai avant leur réalisation. La somme de la « valeur actualisée », ou « valeur actuelle nette », des années de bénéfices futurs permet de déterminer la valeur des actifs de l'entreprise. Revenons à l'exemple d'Uber. Au moment de son introduction en bourse, Uber n'avait encore fait aucun profit. L'entreprise avait fixé le prix de ses courses en voiture à un niveau inférieur à leur coût réel, afin d'évincer ses concurrents sur le marché. Ces activités subventionnées entraînaient des pertes à hauteur de plusieurs milliards de dollars chaque année. Pour évaluer la société, les analystes financiers ont émis l'hypothèse qu'Uber continuerait de se développer jusqu'à atteindre une « position dominante sur le marché ».

(A suivre)

MAURITANIE

Nouakchott poursuit ses efforts pour renforcer la stabilité économique et la transformation structurelle

Le ministre mauritanien des affaires économiques et du développement, Abdallahi Ould Souleimane O. Cheikh Sidiya, a déclaré que la Mauritanie poursuivait la mise en œuvre de politiques visant à renforcer la stabilité économique et à faire avancer le processus de transformation structurelle, dans le cadre d'une vision gouvernementale qui vise à soutenir la croissance et à parvenir à un développement durable. Le ministre a précisé, dans un discours prononcé lors de sa participation à une réunion internationale, que ces orientations s'inscrivent dans le cadre des efforts du gouvernement visant à consolider la stabilité macroéconomique de l'économie nationale et à améliorer sa résilience face aux défis économiques régionaux et internationaux.

Il a ajouté que les autorités mauritaniennes s'emploient à mettre en œuvre des réformes économiques et financières progressives, comprenant l'amélioration de la gestion des finances publiques, le renforcement de l'efficacité des dépenses publiques et l'élargissement de la base de production, ce qui contribue à soutenir les grands équilibres économiques. Le ministre a souligné que la transformation structurelle constitue une priorité fondamentale des politiques de développement du pays, à travers la diversification de l'économie et la réduction de la dépendance vis-à-vis des secteurs traditionnels, parallèlement à la promotion de l'investissement privé et au développement des infrastructures.

Ould Cheikh Sidiya a souligné que le gouvernement accorde une importance particulière au renforcement de l'attractivité de l'économie nationale et à la mise en place d'un environnement des affaires stable et stimulant, afin de permettre la création de nouveaux emplois et de soutenir une croissance inclusive.

Il a également souligné que ces réformes s'inscrivent dans une approche globale qui relie la stabilité économique, les réformes structurelles et le développement durable, renforçant ainsi la position de la Mauritanie aux niveaux régional et international.

R I.

AVEC UN PROJET DE 15 MILLIARDS \$

Le Caire poursuit son expansion agricole dans le désert

En Égypte, les terres cultivables couvrent moins de 5 % du territoire. Cette situation oblige le gouvernement à encourager, depuis quelques années, les investissements dans les zones désertiques en vue d'augmenter les surfaces de culture et l'offre de produits agricoles sur le marché domestique.

En Égypte, le président Abdel Fattah el-Sissi a lancé le lundi 18 mai un nouveau projet agricole baptisé « New Delta » dans le gouvernorat de Gizeh réputé pour son climat désertique avec des précipitations quasi inexistantes. Cette initiative présentée comme le plus grand programme de récupération de terres du pays, vise à terme la valorisation de près de 924 000 hectares situés dans l'ouest du delta du Nil en terres cultivables.

Selon un communiqué publié sur le site du gouvernement, les investissements engagés dans cette initiative atteignent déjà 800 milliards de livres égyptiennes (15,1 milliards \$) avec l'appui du secteur privé. Il est prévu que la valorisation des terres porte sur la rotation de cultures incluant principalement des céréales comme le maïs et le blé, mais aussi des cultures industrielles qui s'adaptent le mieux aux zones désertiques, comme la betterave sucrière.

« L'exploitation agricole est assurée par des entreprises privées avec lesquelles des accords sont conclus concernant les cultures ciblées, conformément à la rotation des cultures établie [...] Cent cinquante entreprises sont impliquées dans la production agricole, sans compter les centaines d'entreprises d'autres secteurs », peut-on lire dans le communiqué.

D'après les médias locaux, la viabilité de ce projet repose sur un important dispositif hydraulique destiné à acheminer de l'eau traitée vers les nouvelles terres agricoles. Les eaux de drainage du delta occidental sont ainsi collectées, traitées dans le complexe d'El Hammam, puis pompées sur 170 kilomètres via un réseau de stations vers les zones désertiques ciblées.

Un impératif face aux enjeux de souveraineté alimentaire ?

Le projet New Delta ne constitue pas une première en matière de mise en valeur agricole de zones désertiques en Égypte. Il s'inscrit dans une stratégie engagée depuis plusieurs années. Déjà en 2024, le gouvernement égyptien affirmait sa volonté de rendre cultivables plus de 1,6 million d'hectares de terres dans les zones désertiques à travers le développement de nombreux projets similaires à l'initiative New Delta. Parmi ceux-ci figurent les projets Sinaï, Assouan, Toshka et le New Egyptian Countryside Development Project.

Face à la rareté de l'eau douce, la politique du gouvernement est d'investir dans le recyclage des eaux de drainage, l'exploitation des nappes souterraines et l'irrigation moderne avec l'appui du secteur privé pour rendre ces

initiatives viables. Cette approche intégrée illustre une volonté de transformer durablement le désert en moteur agricole, tout en offrant des emplois et de nouvelles opportunités d'investissement.

Avec ces différentes initiatives, Le Caire cherche à augmenter sa superficie agricole totale afin d'améliorer sa base de production. Les données compilées par la FAO indiquent par exemple que près de 4 millions d'hectares de terres agricoles étaient cultivés en Égypte en 2023, ce qui en fait le deuxième pays d'Afrique du Nord qui consacre le moins de terres à l'agriculture après la Libye (2 millions d'hectares).

L'enjeu, à travers l'augmentation des superficies cultivées, est de réduire progressivement la dépendance aux importations de produits agricoles que le pays est en mesure de produire localement.

En Afrique, l'Égypte s'impose en effet comme le pays qui dépense le plus dans les importations alimentaires. Selon un rapport de la CNUCED publié en 2025, le pays des Pharaons a importé pour près de 16,4 milliards \$ de produits agricoles et alimentaires en moyenne par an entre 2021 et 2023.

Parmi les principaux postes de dépenses de la facture alimentaire figurent le blé, les huiles comestibles ou encore les oléagineux.

Synthèse R I/Agence

TUNISIE

4 milliards de dinars d'IDE attendus en 2026

La Tunisie confirme son attractivité auprès des investisseurs étrangers, visant 4 milliards de dinars d'IDE en 2026. Cette ambition s'appuie sur une dynamique solide, avec 3,57 milliards investis en 2025, en hausse de plus de 30 % par rapport à 2024. Les intentions d'investissement ont atteint près de 8 milliards de dinars, renforçant les perspectives. Le pays mise sur sa position stratégique, sa main-d'œuvre qualifiée et son tissu industriel pour séduire de nouveaux investisseurs.

La Tunisie confirme sa montée en puissance en matière d'investissements étrangers. Porté par une dynamique continue, le pays vise 4 milliards de dinars d'IDE en 2026. Cette projection repose sur des

bases solides, avec 3,57 milliards mobilisés en 2025 contre 2,74 milliards en 2024, soit une hausse de plus de 30 %, illustrant une trajectoire clairement ascendante.

La Tunisie laisse entrevoir un environnement propice au développement structurel d'une économie assez étoffée pour attirer des investisseurs et prétendre avoir 4 milliards de dinars de recettes en 2026. Pourquoi ? C'est parce que le pays offre des conditions concurrentielles d'accès à l'énergie de façon raisonnable. Les domaines doivent qualifier de haute performance et de climats d'investissement attractifs pour stimuler l'économie. Cette ambition s'appuie sur des signaux concrets. En 2025, les intentions d'investissement ont atteint

près de 8 milliards de dinars, dont environ la moitié devrait se concrétiser. À fin septembre, les flux s'élevaient déjà à 2,59 milliards, en hausse de 28 %. Cette progression s'inscrit dans un contexte mondial de recomposition des chaînes de valeur, où le nearshoring favorise des destinations proches de l'Europe.

Les principaux atouts de la Tunisie sont d'abord la relative stabilité politique, l'accès durable à une énergie compétitive, la dématérialisation et la dynamisation digitale de plusieurs actions et la position stratégique de la Tunisie face à l'Europe et au reste du monde fait que la Tunisie a une offre relativement plus forte que ses voisins en matière d'attraction des investissements

étrangers. L'attractivité de la Tunisie repose sur des atouts structurants : une position stratégique aux portes de l'Europe, facilitant l'accès rapide aux marchés européens, une main-d'œuvre qualifiée et compétitive, ainsi qu'un tissu industriel performant, notamment dans le manufacturier qui capte plus de 60 % des IDE. À cela s'ajoutent des accords commerciaux et une intégration progressive dans les chaînes de valeur internationales. Face à une concurrence accrue, le pays accélère les réformes, modernise ses infrastructures et simplifie ses procédures pour consolider son rôle de hub régional d'investissement.

Agence

CONFRONTÉ À LA BAISSÉ DES APPROVISIONNEMENTS EN GAZ

L'Irak face à une nouvelle crise d'électricité

L'Irak se dirige vers une nouvelle crise estivale de l'électricité, alors que les autorités anticipent un déficit record de production dans un contexte de forte hausse de la demande et de dépendance persistante au gaz importé, notamment d'Iran. Le ministère irakien de l'Électricité a ainsi annoncé la semaine dernière que la demande pourrait atteindre cet été 62 gigawatts (GW), en hausse de 15 % par rapport à 2025, ce qui représente plus du double de la production effective maximale enregistrée l'an dernier, estimée à 28 GW et le déficit de production pourrait ainsi atteindre 34

GW cette année, selon plusieurs sources médiatiques. La production d'électricité en Irak progresse lentement et peine et connaît sa relance depuis des années, en ne dépassant pas le seuil de 26 GW, ce qui est nettement inférieure à la capacité théorique du pays, estimée à près de 40 GW. Les autorités politiques du pays imputent cette situation à la vétusté des centrales en activité, aux opérations de maintenance récurrentes et surtout au manque chronique de combustible destiné aux installations de production.

Le gaz constitue le principal facteur de fragilité du système électrique irakien, avec près de la moitié du combustible utilisé par les centrales qui est importée, principalement d'Iran voisin, alors que les volumes réellement livrés sont jugés largement en dessous des niveaux contractuels. Selon les détails fournis par des sources gouvernementales et reprises par des médias locaux, Bagdad reçoit en moyenne près de 25 millions m3 de gaz par jour, contre 50 millions prévus dans les accords signés avec Téhéran. A titre indicatif, au mois de mars dernier, la réduction des exportations ira-

niennes de gaz vers l'Irak avait provoqué une perte de 3,5 GW de capacité électrique, les approvisionnements étant alors tombés de 19 millions à seulement 5 millions m3 par jour. Ces livraisons connaissent régulièrement d'importantes fluctuations en fonction de la demande intérieure en Iran, aussi bien durant l'été, marqué par les besoins de climatisation, qu'en hiver avec l'augmentation de la consommation de chauffage, expliquait la semaine dernière un responsable irakien.

Agence

APICULTURE

Focus sur le marché du miel en Afrique

En Afrique, la production de miel repose encore largement sur des systèmes traditionnels, avec des ruches principalement installées en zones boisées. La filière gagne toutefois en importance dans plusieurs pays, et positionne progressivement le continent comme un pôle de production apicole.

Synthèse R I/Agence

En Afrique, le miel est considéré comme un produit forestier non ligneux, jouant un rôle important dans la génération de revenus pour les populations rurales. À l'occasion de la Journée mondiale des abeilles, instaurée par l'ONU en 2017 et célébrée chaque année le 20 mai, voici en quelques points l'essentiel à retenir sur le poids du continent sur le marché mondial du miel.

13 % de la production mondiale

La production africaine de miel naturel s'est élevée à 255 111 tonnes en 2024, selon les données compilées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le continent représente ainsi environ 12,63 % d'une production mondiale estimée à 1,98 million de tonnes sur la même période, ce qui le place au quatrième rang des régions productrices, derrière l'Asie, l'Europe et l'Amérique. Ce positionnement s'explique principalement par la montée en puissance des activités apicoles en Afrique de l'Est, qui concentre l'essentiel de la dynamique de production. À elle seule, la sous-région place 4 de ses pays dans le Top 5 continental des producteurs de miel naturel.

Historiquement, l'Éthiopie domine largement le marché africain. Avec une production estimée à près de 86 000 tonnes en 2024, le pays s'impose

sans véritable concurrent sur le continent. Selon le ministère de l'Agriculture, il dispose de plus de 10 millions de ruches, dont environ 7 millions sont exploitées, et s'est doté d'une stratégie nationale de développement de la filière couvrant la période 2024-2032.

La Tanzanie occupe la deuxième place avec une production d'environ 32 000 tonnes, soit un niveau près de deux fois inférieur à celui de l'Éthiopie. Elle est suivie par l'Angola (23 400 tonnes), l'Ouganda (21 635 tonnes) et le Kenya (19 462 tonnes). D'autres pays contribuent également à la production continentale, à des niveaux plus modestes, notamment la République centrafricaine, le Maroc, le Rwanda, Madagascar, le Sénégal, l'Algérie et l'Égypte.

Moins de 1 % des recettes d'exportation

Malgré son poids dans la production mondiale, l'Afrique demeure marginale dans les échanges internationaux de miel. Selon la FAO, les exportations du continent ont atteint 5 605 tonnes en 2024, pour une valeur de 14,2 millions USD. À titre de comparaison, les exportations mondiales se sont élevées à environ 828 000 tonnes, générant près de 2,3 milliards USD sur la même période.

Selon les experts, les exportations africaines de miel restent faibles parce que la filière est dominée par des systèmes traditionnels et souffre de problèmes de certification et de structuration, alors que les principaux marchés importateurs,

comme l'Union européenne, imposent des standards élevés en matière de qualité.

En termes d'exigences, les négociants en miel privilégient généralement des achats en vrac de volumes élevés et constants, qui nécessitent que les apiculteurs travaillent en groupes ou en coopératives, comme condition préalable au développement d'une chaîne d'approvisionnement fiable en miel.

« Par manque de connaissances et de formation, et en raison de la pauvreté et de l'absence d'infrastructures de transformation modernes, il est difficile pour les apiculteurs de respecter les niveaux d'hygiène et de qualité requis pour les produits. La nature dispersée de la production et de la transformation entre les différents apiculteurs rend le contrôle de la qualité difficile, voire impossible », soulignait déjà la FAO dans une note d'information publiée sur le sujet en 2023. Pour autant, le miel africain dispose d'un avantage comparatif encore sous-exploité. D'après la FAO, il présente de faibles teneurs en métaux lourds et en résidus d'antibiotiques, du fait que plus de 80 % de la production provient de zones communales où les intrants agrochimiques sont peu utilisés et où les pratiques de traitement des abeilles restent limitées.

Dans un contexte de demande mondiale croissante pour des produits naturels et traçables, une meilleure structuration de la filière apparaît ainsi comme un levier clé pour améliorer la montée en gamme et la captation de valeur par les producteurs africains.

GHANA

Le pays lance le portail de visa électronique

Au-delà de l'allègement des procédures d'entrée sur le territoire, l'e-Visa est également considéré comme un levier de compétitivité économique. À l'instar de plusieurs pays africains, le Ghana a choisi d'adopter ce dispositif numérique. Le Ghana a officiellement lancé, lundi 25 mai, son portail de visa électronique (e-Visa), une réforme destinée à simplifier les demandes de visa, faciliter les voyages et moderniser le système d'immigration du pays grâce aux technologies numériques. Cette plateforme vise à rendre les procédures de demande de visa plus rapides et plus accessibles, tout en maintenant des contrôles de sécurité stricts ainsi que des mécanismes de vérification conformes aux exigences de sécurité nationale. Lors de la cérémonie de lancement, le président John Dramani Mahama a souligné que « l'approche du Ghana se distingue des tendances mondiales de restriction croissante », affirmant que le pays reste engagé à accueillir les Africains et à se positionner comme un pôle de mobilité continentale.

R I.

LESOTHO

La Banque mondiale soutient un modèle mixte pour l'accès universel à l'électricité

En 2025, seuls 53 % de la population du Lesotho avaient accès à l'électricité, avec de fortes disparités entre les zones urbaines (environ 72 %) et rurales (moins de 12 %). Le gouvernement, qui vise l'accès universel d'ici 2030, mise sur une approche combinant réseaux nationaux et systèmes autonomes. La Banque mondiale a annoncé, mercredi 27 mai, l'octroi d'un crédit de 50 millions de dollars par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement (IDA) afin d'améliorer l'accès à l'électricité pour près de 147 000 personnes et entreprises.

Baptisé ASCENT-Lesotho, le projet prévoit l'extension du réseau électrique dans les zones urbaines, périurbaines et rurales, ainsi que le déploiement de systèmes solaires autonomes destinés aux populations vivant dans les régions les plus isolées.

« L'élargissement de l'accès à une électricité fiable et durable est essentiel pour réduire la précarité énergétique, améliorer la productivité des ménages, soutenir la croissance des micros, petites et moyennes entreprises, et renforcer les services sociaux essentiels », a déclaré Retselisitsoe Matlanyane, ministre des Fi-

nances et de la Planification du développement du Lesotho.

Électrifier les zones montagneuses du Lesotho

Cette approche reflète la stratégie énergétique adoptée par le gouvernement dans son National Energy Compact élaboré dans le cadre de l'initiative « Mission 300 ». Le document prévoit de porter le taux national d'accès à l'électricité de 53 % en 2025 à 100 % d'ici 2030 grâce à une combinaison de raccordements au réseau et d'installations en site isolé. Pour atteindre cet objectif, les autorités estiment devoir réaliser environ 45 300 nouvelles connexions par an,

dont 26 400 à travers le réseau électrique et 18 900 grâce à des solutions autonomes.

La feuille de route souligne également que les systèmes solaires domestiques, notamment le modèle Pay-As-You-Go (PAYGO), devraient jouer un rôle important dans les zones rurales où l'extension du réseau demeure coûteuse. La Banque mondiale rappelle de son côté que le solaire hors réseau constitue l'option d'électrification la moins coûteuse pour de nombreuses communautés situées dans les régions montagneuses du pays.

Répondre à l'urgence de produire lo-

calement

Le Lesotho dispose actuellement d'une capacité installée d'environ 104,7 MW, alors que la demande de pointe atteint près de 209 MW. Le pays importe ainsi près de la moitié de l'électricité qu'il consomme, principalement d'Afrique du Sud et du Mozambique.

À travers ce financement, les autorités misent sur le développement du solaire, de l'hydroélectricité et de l'éolien pour renforcer à la fois l'accès à l'électricité et la sécurité d'approvisionnement au cours des prochaines années.

R I.

LIBERIA

Un projet d'investissement de 36 millions \$ en gestation dans la filière hévéa

Le Liberia est le 3ème producteur africain de caoutchouc naturel après la Côte d'Ivoire et le Ghana. Comme pour la majorité des matières premières agricoles en Afrique, le manque d'infrastructures de transformation limite la création de valeur ajoutée et les bénéfices pour les producteurs et l'État.

Le Liberia vient d'obtenir un engagement d'investissement de 36 millions \$ du groupe agroindustriel asiatique Mainland, basé au Cambodge. Selon les informations relayées par le média local Liberian Observer, ce projet d'investissement est destiné à renforcer la transformation locale du caoutchouc et à améliorer l'intégration des petits producteurs d'hévéa dans les chaînes de valeur.

Ce développement fait suite à une rencontre qui s'est tenue entre Alexander Nuetah,

ministre de l'Agriculture, et des représentants du groupe à Phnom Penh, dans le cadre d'une mission de travail effectuée par le ministère libérien de l'Agriculture au Cambodge du 19 au 24 mai dernier.

Un projet axé sur la transformation locale

Selon les termes de l'accord en discussion, Mainland s'engage à mettre sur pied des unités de transformation du caoutchouc au Liberia. Le projet s'inscrit dans une dynamique de valorisation locale des matières premières agricoles, alors que le pays reste fortement dépendant des exportations de produits bruts.

Pour assurer un approvisionnement régulier en matière première, le projet prévoit également la mise en place d'un système de production sous contrat, destiné à

connecter les petits producteurs aux unités de transformation. « Notre priorité est de construire des chaînes de valeur agricoles qui profitent directement aux agriculteurs libériens. Cet investissement représente une opportunité, une stabilité et une autonomisation économique à long terme pour des milliers de ménages producteurs de caoutchouc à travers le pays », a déclaré M. Nuetah.

Pour l'heure, les détails concernant le choix des sites d'implantation et le calendrier de mise en œuvre du projet ne sont pas encore connus. Quoi qu'il en soit, s'il se concrétise, il permettra de sécuriser des débouchés commerciaux pour de nombreux ménages ruraux dépendant de la culture du caoutchouc et de stimuler l'intérêt des petits exploitants agricoles pour la filière hévéa.

Une filière en quête de stabilité

La production de caoutchouc naturel reste marquée par une forte volatilité au Liberia. Selon la Banque centrale du Liberia (CBL), elle a reculé de 2,3 % en 2025 pour s'établir à 73 769 tonnes, en raison notamment de la baisse de production des petits exploitants. Sur une période plus longue, l'offre a néanmoins progressé de 14,34 % depuis 2022, d'après les données de la CBL, ce qui illustre les difficultés persistantes de la filière à stabiliser durablement sa production.

D'après la CBL, les exportations libériennes de caoutchouc naturel ont généré près de 115 millions \$ de recettes en 2025.

Agence

ELLES ONT TERMINÉ GLOBALEMENT EN HAUSSE VENDREDI Les Bourses mondiales tablent sur un accord USA-Iran, la tech recherchée

Les marchés boursiers mondiaux ont terminé globalement en hausse vendredi, misant toujours sur une entente prochaine entre les Etats-Unis et l'Iran pour mettre fin au conflit au Moyen-Orient, sur fond d'enthousiasme persistant dans la tech.

En Europe, Londres (-0,09%) et Paris (-0,07%) ont terminé proches de l'équilibre. Francfort a pris 0,05% et Milan 0,42%.

A Wall Street, les trois principaux indices de la place américaine ont une nouvelle fois décroché des records: le Dow Jones a gagné 0,72% à 51.032,46 points, le Nasdaq a avancé de 0,20% à 26.972,62 points et le S&P 500 a progressé de 0,22% à 7.580,09 points. Les places boursières profitent "d'un vent d'optimisme quant à la conclusion potentielle "d'un accord de paix" entre les Etats-Unis et l'Iran, observent les analystes de Briefing.com.

Alors qu'on croyait les négociations en péril, des sources à Washington ont fait état d'un cadre d'accord avec Téhéran qui prévoit une extension de 60 jours du cessez-le-feu en cours depuis le 8 avril, et nécessite encore l'aval du président américain.

Face à cette perspective, les prix du pétrole sont tombés vendredi à des niveaux plus vus depuis près d'un mois et demi, atténuant quelque peu les inquiétudes inflationnistes.

Le marché ne s'est toutefois pas enflammé, tempère auprès de l'AFP Art Hogan, de B. Riley Wealth Management, alors que l'Iran a notamment fustigé "les demandes excessives ainsi que les positions changeantes et contradictoires" des Etats-Unis.

"Les discussions entre Américains et Iraniens continuent et progressent" mais "sans avancée concrète", abonde Xavier Chopard, de LBP AM. Mais "les marchés voient le verre quasiment plein", ajoute-t-il. Ils préfèrent donc ignorer les signaux économiques inquiétants qui se multiplient dans les grandes économies, avec une activité qui ralentit et une inflation qui remonte, en raison de la flambée des prix du brut depuis le début du conflit. Aux Etats-Unis, l'inflation mesurée par l'indice PCE a par exemple atteint en avril son rythme le plus élevé en près de trois ans, tirée par l'envolée du coût de l'essence, selon des données publiées la veille. En Europe, la France a vu son PIB reculer de 0,1% au premier trimestre par rapport au dernier trimestre de 2025, et l'inflation a continué à augmenter en mai, à 2,4% sur un an, après 2,2% en avril, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie.

Le pétrole baisse, les taux stables

Le marché du pétrole parie sur un futur retour à la normale dans le détroit d'Ormuz, goulet d'étranglement de 20% de l'offre globale d'hydrocarbures depuis l'offensive israélo-américaine contre la République islamique le 28 février. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a reculé de 1,77% à 92,05 dollars.

En une semaine, il a perdu plus de 11%. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate a cédé 1,73% à 87,36 dollars.

Sur les marchés obligataires, les taux d'intérêt des emprunts d'Etat restent globalement stables. Aux Etats-Unis, le rendement des bons du Trésor à dix ans était à 4,44%, contre 4,45% la veille. En Europe, le taux d'intérêt de l'emprunt allemand à échéance dix ans, référence en Europe, était dans les derniers échanges à 2,94%, contre 2,96% la veille en clôture.

Les marchés anticipent toujours un relèvement des taux directeurs de la zone euro lors de la prochaine réunion du directoire de la Banque centrale européenne, attendu mi-juin.

Sur le marché des changes, le dollar était quasiment stable face à la monnaie unique européenne (-0,09%), à 1,1661 dollar pour un euro.

Dell s'envole après ses résultats

Après Micron ou Sandisk, la dernière action au centre de l'attention des investisseurs à Wall Street a été celle du groupe informatique Dell, qui a été propulsée vendredi de 32,77% à 420,94 dollars. L'entreprise a créé la surprise la veille, en publiant des performances financières bien meilleures qu'attendu, dont un chiffre d'affaires (CA) pour le premier trimestre en hausse de près de 88% d'une année à l'autre (à 43,84 milliards de dollars). Le CA des serveurs IA a par ailleurs été multiplié par plus de huit d'une année à l'autre. "La révolution de l'IA semble bel et bien s'étendre à d'autres acteurs que seule une poignée de géants" des semi-conducteurs, comme Nvidia ou Broadcom, remarque Art Hogan.

R I/Agence

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse grâce à l'IA et l'Iran

La Bourse de New York a clôturé à des plus hauts inédits vendredi grâce au secteur de la technologie, porté par les perspectives optimistes de Dell, et dans l'espoir d'un accord entre Etats-Unis et Iran.

L'indice Dow Jones .DJI a gagné 0,72%, ou 363,49 points, à 51.032,46 points. Le Standard & Poor's 500 .SPX, plus large, a pris 16,43 points, soit 0,22% à 7.580,06 points. Le Nasdaq Composite .IXIC a avancé de son côté de 55,15 points, soit 0,21% à 26.972,62 points.

Le S&P 500 enregistre une hausse hebdomadaire pour la neuvième semaine consécutive, ce qui n'était plus arrivé depuis décembre 2023. Sur la semaine, l'indice a progressé de 1,43%, le Dow Jones de 0,9% et le Nasdaq de 2,39%, selon les données provisoires. Dell DELL.N s'est envolé de plus de 30%

après avoir relevé la veille ses prévisions de bénéfice et de chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'année. Le fabricant d'ordinateurs a tiré vers le haut l'ensemble de la tech. Ses concurrents Hewlett Packard Enterprise HPE.N (+12,6%) et Super Micro Computer SMCI.O (+11,6%) en ont également profité. "Nous n'avons certainement pas vu la fin de l'optimisme autour de l'IA [intelligence artificielle]. Cela tient notamment à la solidité des résultats du premier trimestre", a commenté Melissa Brown, responsable de la recherche en matière de décisions d'investissement chez SimCorp. "Ce que nous avons observé ces dernières semaines, c'est une hausse des volumes, ce qui suggère que de nouveaux acteurs arrivent sur le marché."

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Mai 2026
Valeur : 02 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.0979	133.1129
1	EUR EURO	154.8993	154.9301
1	GBP POUND STERLING	179.3047	179.3491
100	JPY JAPANESE YEN	83.6042	83.6189
1	CNY CHINESE YUAN	19.6110	19.6158
1	CHF SWISS FRANC	169.6595	169.7003
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.4198	96.4377
1	DKK DANISH KRONE	20.7298	20.7335
1	SEK SWEDISH KRONA	14.3090	14.3128
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.3818	14.3862
1	AED UAE DIRHAM	36.2339	36.2459
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4691	35.4750
1	KWD KUWAITI DINAR	433.8263	434.0166
1	TND TUNISIAN DINAR	45.3313	45.7869
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4577	14.4594
1	LYD LIBYAN DINAR	20.9017	21.0090
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3384	3.3488
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.8718	181.8718

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le désordre

Les Bourses européennes ont terminé en ordre dispersé vendredi, alors que le président américain Donald Trump a évoqué une décision finale sous peu concernant un éventuel accord avec l'Iran et une possible levée des restrictions dans le détroit d'Ormuz.

À Paris, le CAC 40 a cédé 0,07% à 8.183,34 points. À Francfort, le Dax a grappillé 0,08% et à Londres, le FTSE 100 a perdu 0,16%. L'indice EuroStoxx 50 a progressé de 0,03%, le FTSEurofirst 300 de

0,10% et le Stoxx 600 de 0,22%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a pris 0,22% et le CAC 40 a avancé de 0,83%. Les marchés ont terminé sur la réserve quant à une possible prolongation de l'accord de cessez-le-feu entre Washington et Téhéran, alors que président américain Donald Trump a indiqué vendredi après-midi qu'il allait présider une réunion au sujet d'une décision sur l'Iran.

Plusieurs sources ont en effet rapporté à Reuters que les États-Unis et Téhéran sont parvenus jeudi à

un accord prévoyant une prolongation de 60 jours de leur trêve, en plus d'une levée des restrictions sur la navigation dans le détroit d'Ormuz, bien qu'en attente de l'approbation du président américain.

L'optimisme des investisseurs est toutefois galvanisé par les déclarations tenues vendredi par Donald Trump, disant que le blocus maritime américain sur l'Iran allait être levé.

Ces propos sont néanmoins nuancés par les informations rappor-

tés par l'agence de presse iranienne Fars, selon laquelle des sources démentant les dernières déclarations de Donald Trump, les qualifiant de "mélange de vérité et de mensonge".

"Les États-Unis et l'Iran ont tous deux intérêt à trouver un accord, car ce conflit n'est bon pour aucune des deux parties", a déclaré Michael Monaghan, gestionnaire de portefeuille chez Founder ETFs.

"Chaque camp essayait probablement de pousser l'escalade à son

paroxysme pour obtenir le meilleur résultat possible (...) Espérons que cette phase soit derrière nous et qu'un accord soit conclu", a-t-il ajouté.

En parallèle de la géopolitique, s'achève une séance chargée en indicateurs économiques de fin du mois montrant que, sur fond de hausse des prix de l'énergie en répercussion du conflit au Moyen-Orient, l'inflation s'accélère en France tout comme la sous-jacente en Allemagne.

Agence

ETATS UNIS

Les Américains ont dépensé 44 milliards \$ supplémentaires en carburant depuis le début de la guerre

La guerre avec l'Iran n'est plus seulement une crise géopolitique lointaine pour les Américains. Elle s'est transformée en un coût quotidien supporté par des millions de consommateurs à travers le carburant, l'alimentation, le transport et l'épargne, dans un contexte d'accélération de l'inflation et de hausse des prix de l'énergie depuis le déclenchement du conflit, le 28 février dernier, selon un rapport publié par le New York Times.

Une analyse citée par le journal, réalisée par des chercheurs de l'Université Brown, montre que le ménage américain moyen a jusqu'à présent dépensé 190,47 dollars supplémentaires en essence depuis le début de la guerre. Un montant qui équivaut, pour certaines familles, à une facture mensuelle d'électricité ou au coût d'une semaine de courses pour un couple.

Le prix moyen de l'essence aux États-Unis a grimpé à 4,55 dollars le gallon, contre 2,84 dollars en janvier dernier, avant le déclenchement de la guerre. Il a atteint 4,99 dollars dans l'Illinois et 6,13 dollars en Californie, selon le New York Times.

Les prix du diesel, utilisé pour faire fonctionner les usines et transporter la majorité des marchandises à travers le pays, ont également augmenté, accentuant la pression sur les coûts du transport, les chaînes d'approvisionnement et les prix à la consommation.

Le journal indique que le montant total dépensé en plus par les Américains pour l'essence et le diesel depuis le 28 février a atteint des « niveaux considérables », alors que les ménages commencent à modifier leurs habitudes de consommation et leur comportement quotidien pour faire face à la hausse des coûts.

Changement du comportement des consommateurs

Le New York Times souligne que les Américains se tournent davantage vers les stations-service à bas prix, comme Costco et Sam's Club. Les visites des automobilistes dans les stations Sam's Club ont ainsi augmenté de 18 % au cours de la dernière semaine d'avril par rapport à la même période de l'année précédente.

Les conducteurs ont également commencé à acheter de plus petites quantités de carburant à chaque passage à la pompe, avec en moyenne un gallon de moins par plein.

En parallèle, l'utilisation des transports publics et des vélos en libre-service a progressé. Les bus ont enregistré en mars environ 45 millions de trajets supplémentaires par rapport à la période précédant la guerre.

Le journal ajoute que plus de 40 % des Américains interrogés dans un récent sondage ont déclaré avoir réduit leurs dépenses en produits alimentaires et en soins médicaux. Les taux d'épargne ont également reculé dans de nombreux foyers.

Une pression plus forte sur les ménages modestes

Le New York Times explique que les ménages à revenus élevés consacrent environ 2,7 % seulement de leurs revenus au carburant, contre 4,2 % pour les foyers les plus modestes, ce qui rend l'impact de la hausse de l'énergie plus lourd pour les catégories défavorisées.

Le rapport établit un parallèle entre la crise actuelle et le choc énergétique qui avait suivi la guerre russo-ukrainienne en 2022, lorsque le prix moyen de l'essence aux États-Unis avait atteint 5,02 dollars le gallon. Le journal note toutefois que la crise actuelle intervient alors que les marchés subissent déjà des pressions liées aux phénomènes climatiques extrêmes, aux droits de douane et à la hausse des coûts du transport, accélérant ainsi la transmission de l'inflation aux prix des produits alimentaires et des biens de consommation courante. Le prix des tomates a augmenté le mois dernier d'environ 40 % par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que l'inflation américaine a enregistré son rythme de progression le plus rapide depuis près de trois ans, les prix de l'essence figurant parmi les composantes ayant le plus augmenté.

R I/Agence

ROYAUME-UNI Le moral des entreprises s'est légèrement amélioré en mai

Le moral des entreprises britanniques a progressé de manière marginale en mai pour se rapprocher de son niveau d'avant la guerre en Iran, selon une enquête mensuelle publiée vendredi par Lloyds, contrastant ainsi avec la plupart des autres indicateurs de confiance des entreprises et des consommateurs.

'En mai, les entreprises se sont montrées plus optimistes quant à leurs propres perspectives d'activité, les deux tiers d'entre elles anticipant une production plus soutenue au cours de l'année à venir', a déclaré Hann-Ju Ho, économiste senior chez Lloyds Commercial Banking.

Voici les autres points saillants du rapport et le contexte général :

L'indice de confiance des entreprises a gagné 3 points en mai pour s'établir à +47, proche de sa moyenne sur 12 mois de +48 et bien au-dessus de sa moyenne historique de +30 depuis le lancement de l'enquête en 2002.

Agence

FRANCE

L'agence S&P laisse la note de Paris inchangée

L'agence américaine a décidé de maintenir la notation de la dette souveraine de la France vendredi, après sa dégradation de l'automne dernier. S&P a décidé de faire preuve de mansuétude. L'agence de notation américaine a annoncé ce vendredi maintenir la note de la France à A+ -dette de qualité "moyenne supérieure" - avec perspective stable. Elle opte ainsi pour le statu quo, après avoir dégradé d'un cran la note de la dette souveraine en octobre dernier. Cette position de S&P était attendue par les économistes même si la France affichait un déficit public de 5,1% du PIB en

2025, soit un niveau "très supérieur à ceux des autres pays européens notés aussi A+", à part la Slovaquie, a rappelé Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG School of Management.

Vers une aggravation du déficit?

Mais pour lui il était "très peu plausible" que S&P opte pour une dégradation de la note tricolore. L'agence, relevait-il dans une note cette semaine, avait indiqué en octobre qu'elle pourrait de nouveau abaisser la note de la France "si sa situation budgétaire se détériore au-delà de

nos prévisions ou si ses perspectives de croissance économique se dégradent sensiblement". Or, S&P prévoyait à l'époque que le déficit public allait s'aggraver encore à 5,3% du PIB cette année. Mais ces derniers jours, la Commission européenne a estimé qu'il se limitera encore à 5,1%, et le FMI le voit même s'améliorer à 4,9%. Du côté de la croissance, le premier trimestre s'est certes achevé avec un mauvais surprise, le PIB ayant reculé de 0,1%. Mais sur l'ensemble de l'année la Commission européenne et le FMI l'entrevoient respectivement une croissance de 0,8% et 0,9%: une lé-

gère dégradation par rapport aux premières prévisions, relève Eric Dor, mais "commune à tous les pays" affectés par la quasi-paralysie du trafic pétrolier dans le détroit d'Ormuz.

La France "plus vertueuse que la moyenne"

De son côté, Anthony Morlet-Lavidalie, économiste à l'institut Rexecode, n'envisageait pas non plus de changement de note ou de perspective: "Dans le choc (géopolitique) qu'on est en train de traverser, expliquait-il à l'AFP, c'est rarement une bonne idée d'amplifier un problème alors qu'on est déjà en période de ten-

sion", et c'est pour cela que les grandes agences avaient dégradé la note française fin 2025 "quand on était sorti du choc énergétique" lié à la guerre en Ukraine. De plus, soulignait l'économiste, le gouvernement Lecornu "est très sérieux sur sa copie budgétaire: là, on a bien compris que les caisses étaient vides, et on est quasiment les moins-disants en Europe en termes d'aides accordées" face à la hausse des prix du carburant. Pour Anthony Morlet-Lavidalie cela aurait été "un peu le monde à l'envers de sanctionner la France au moment où elle est plus vertueuse que la moyenne". **Synthèse R I.**

PRÉVISIONS

Aucune reprise en vue pour l'économie allemande

La guerre en Iran a anéanti tout espoir de croissance économique. Cela met l'Allemagne sous pression, notamment en matière de retraites et de santé.

Des employés de Volkswagen travaillent sur la chaîne de montage de la voiture électrique ID.3 du constructeur automobile allemand Volkswagen, sur le site de production à Dresde, dans l'est de l'Allemagne, le 14 mai 2025

Ce rendez-vous n'a sans doute pas été des plus agréables pour Friedrich Merz. Le chancelier allemand a reçu mercredi (27.05.26), en compagnie de plusieurs ministres de son gouvernement, le "Comité des Sages". C'est ainsi que l'on désigne les cinq professeurs qui composent

le Conseil d'experts chargés de l'évaluation de l'évolution économique globale, un organe consultatif indépendant auprès du gouvernement fédéral.

"Dans notre rapport, nous avons malheureusement dû revoir à la baisse nos prévisions de croissance pour cette année", a déclaré la présidente Monika Schnitzer avant sa réunion à la Chancellerie. "Nous tablons désormais sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de seulement 0,5 % pour l'année en cours et de 0,8 % pour l'année prochaine."

Dans le même temps, le taux d'inflation, c'est-à-dire la hausse des prix, grimpe à 3 % en 2026. Ce sont là des chiffres catastrophiques, qui vont à l'encontre de

ce que le chancelier fédéral avait promis comme priorité absolue lors de l'entrée en fonction de son gouvernement en mai 2025 : relancer rapidement l'économie en Allemagne.

Les prix de l'énergie ont considérablement augmenté

En automne encore, une reprise de l'économie était espérée pour cette année 2026. Mais la guerre en Iran a bouleversé ces prévisions. Le prix du fioul a augmenté de 40 %, et les tarifs du gaz et de l'électricité devraient eux aussi continuer à grimper.

Dans le même temps, la pression concurrentielle s'intensifie sur les mar-

chés mondiaux, notamment en raison de la Chine. En 2025, Pékin a de nouveau augmenté ses exportations de marchandises vers l'Europe, principal débouché des exportations allemandes, "ce qui pèse lourdement sur l'industrie allemande, tant sur le marché intérieur que sur les marchés tiers", selon l'économiste autrichien Gabriel Felbermayr.

L'absence de croissance économique met d'autant plus en évidence les problèmes structurels dont souffre l'Allemagne. La population allemande vieillit rapidement. Les générations les plus nombreuses de l'après-guerre atteindront l'âge de la retraite dans les années à venir.

R I.

IL SAIT ENFIN RECONNAÎTRE SES PROPRES ERREURS

Le surpuissant modèle Claude Opus 4.8 d'Anthropic est là

Anthropic a lancé jeudi Claude Opus 4.8, nouvelle version de son modèle d'IA le plus puissant. Il est plus performant sur les benchmarks d'Anthropic, plus honnête dans ses réponses, et disponible au même tarif que son prédécesseur.

Meilleur sur les benchmarks, plus fiable dans ses jugements et quatre fois moins enclin à laisser passer ses propres erreurs sans les signaler, Claude Opus 4.8, dévoilé jeudi et d'ores et déjà disponible, s'impose comme une évolution sérieuse du modèle phare d'Anthropic. La start-up en profite pour déployer de nouvelles fonctionnalités, dont un contrôle d'effort inédit sur claude.ai. Mais pour son modèle encore plus ambitieux, le fameux Mythos, il faudra encore un peu patienter, on en reparle plus bas.

Anthropic lance Opus 4.8, le modèle qui apprend (enfin) à douter

Sur les tests fournis par Anthropic, Opus 4.8 progresse sur presque tous les fronts. En codage autonome, il grimpe à 69,2 %, contre 64,3 % pour son prédécesseur Claude Opus 4.7 et atteint 83,4 % sur les tâches où le modèle pilote seul un ordinateur, comme un humain le ferait. En analyse financière automatisée, il score à 53,9 %. Il y a une petite ombre au tableau, sur les missions de programmation en terminal, où GPT-5.5 d'OpenAI garde l'avantage avec 78,2 %, contre 74,6 % pour Opus 4.8. Là où le modèle Opus 4.8 est particulièrement intéressant, c'est dans sa fa-



çon de gérer ses propres erreurs. La plupart des IA ont tendance à afficher une confiance excessive, même quand leur travail comporte des failles, c'est leur petit péché mignon. Opus 4.8 signale lui-même ses incertitudes, plutôt que de les passer sous silence. Concrètement, il est quatre fois moins susceptible que son prédécesseur de laisser traîner un bug dans du code sans le mentionner. Les premiers testeurs l'ont unanimement noté, explique Anthropic.

Avant de lancer Opus 4.8, la firme californienne a aussi passé le modèle au crible de ses tests d'alignement. Autrement dit, elle a vérifié qu'il se comporte

bien et dans l'intérêt de ses utilisateurs. Verdict, selon l'équipe dédiée, le modèle « atteint de nouveaux sommets » en matière de comportement responsable, notamment dans sa capacité à respecter les choix de l'utilisateur plutôt qu'à les orienter. Mieux encore, les comportements problématiques, comme mentir ou se laisser détourner à des fins malveillantes, sont nettement moins fréquents que chez Opus 4.7.

Derrière Opus 4.8, Anthropic prépare déjà un modèle encore plus puissant

Le lancement s'accompagne de plusieurs nouveautés. Dans Claude Code, une fonction baptisée « dynamic workflows », encore en préversion, permet de déléguer au modèle des tâches considérables. Plutôt que de traiter une tâche seul et en séquence, il la divise en certaines de fils de travail parallèles pour avancer bien plus vite, jusqu'à livrer un projet de code complet de bout en bout. Sur claude.ai, un nouveau curseur laisse l'utilisateur choisir la profondeur de réflexion investie dans chaque réponse.

La bonne nouvelle pour les utilisateurs et les développeurs, c'est que la tarification ne change pas. Comptez 5 dollars par million de mots traités en entrée, 25

en sortie (des tokens, dans le jargon). Le mode rapide, qui permet au modèle de répondre 2,5 fois plus vite qu'en fonctionnement normal, devient lui trois fois moins cher que sur les versions précédentes. Les développeurs peuvent dès aujourd'hui intégrer Opus 4.8 dans leurs applications via l'API Claude, en appelant le modèle sous l'identifiant « claude-opus-4-8 ». On notera qu'Anthropic a intégré des crans à d'autres modèles, comme Sonnet 4.6 proposé désormais en quatre versions d'« effort » (bas, moyen, élevé et maximum), en plus de la pensée adaptative que l'on peut activer, qui utilisent tous les deux vos limites plus rapidement. Anthropic prépare déjà la suite. En coulisses, le programme baptisé « projet Glasswing » donne accès à une poignée d'organisations sélectionnées à « Mythos Preview », le modèle encore plus puissant qu'Opus, actuellement testé pour des usages en cybersécurité, pour éviter tout couac. Trop capable pour être diffusé sans précautions, il fait encore l'objet de vérifications poussées avant une disponibilité élargie. Anthropic promet d'aller vite, et l'accès devrait s'ouvrir plus largement dans les prochaines semaines, s'engage la société.

Polymarket : un ingénieur de Google inculpé pour des paris frauduleux lui ayant rapporté 1,2 million d'euros

Voilà un délit d'initié sur Polymarket qui a cette fois été repéré par les autorités. Un ingénieur de Google va ainsi devoir répondre de certains paris potentiellement frauduleux effectués sur la plateforme. Si Polymarket fait beaucoup parler depuis un an, c'est autant du fait de la nature d'un certain nombre de paris qui peuvent y être passés - portant notamment sur des conflits armés - que sur les potentiels délits d'initié qui s'y seraient multipliés. Un problème que veulent combattre les autorités, avec notamment un soldat inculpé il y a deux mois pour avoir utilisé des informations sur l'enlèvement de venir de Nicolas Maduro, afin de gagner de l'argent sur la plateforme. Et aujourd'hui, c'est un ingénieur de Google

qui suit le même chemin. Un ingénieur Google de 36 ans arrêté pour avoir utilisé des informations internes afin de gagner 1,2 million de dollars. Voilà une affaire qui va raviver les polémiques autour de Polymarket. Michele Spagnuolo, ingénieur de Google de 36 ans, né en Italie, et qui travaillait pour le groupe à Zurich (Suisse) a été appréhendé par le FBI le 27 mai dernier à New York. Il est inculpé à la fois pour « fraudes », pour l'utilisation d'informations confidentielles de Google afin de gagner de l'argent sur Polymarket, et pour « blanchiment d'argent », pour avoir tenté de cacher ses gains en les transformant en cryptomonnaies. Une action parallèle au civil a été lancée par

le régulateur des Bourses de commerce, la Commodity Futures Trading Commission, pour « l'usage illégal d'informations sur les marchés de prédiction et d'autres marchés sous sa juridiction ».

L'ingénieur aurait placé des paris sur les noms et les événements les plus recherchés en 2025 sur Google

L'enquête du FBI a été menée autour d'un profil sur Polymarket dont le pseudonyme était « AlphaRaccoon ». Ce dernier avait placé en fin d'année des paris sur les noms et les événements les plus recherchés sur Google en 2025, le moteur de recherche livrant ses résultats chaque année à travers diverses catégories (acteurs, films, athlètes,

équipes sportives...). « Entre le 15 octobre et le 4 décembre 2025, le compte AlphaRaccoon de Michele Spagnuolo a, en tout, risqué 2,754 millions de dollars sur des résultats improbables de vingt-cinq marchés liés à "Year in Search 2025" » a ainsi expliqué le FBI, ce qui lui a permis au total de générer des gains de 1,2 million de dollars. Selon Google, qui corrobore les résultats de l'enquête du FBI, Michele Spagnuolo a utilisé du matériel marketing « en utilisant un outil accessible à tous » les employés en interne. Il a été libéré sous caution (de 2,25 millions de dollars) et risque des peines pouvant aller jusqu'à plusieurs dizaines d'années de prison.

Brèves

Autodesk rachète MaintainX pour 3,6 Md\$

Le fournisseur américain de PLM réalise sa plus grosse acquisition en s'emparant de l'éditeur de logiciels de gestion des équipements et de la maintenance fondé en 2018. Il s'agit d'une nouvelle activité pour Autodesk qui, pour l'occasion, crée une entité dédiée baptisée Operations Solutions. Elle viendra compléter ses produits existants, notamment la

plateforme de jumeau numérique Tandem, le logiciel de simulation Flexsim et Fusion Operations. « Notre objectif avec MaintainX est d'apporter une expertise opérationnelle approfondie, des données contextuelles et des flux de travail qui renforcent notre capacité à utiliser l'IA pour faire converger les mondes numérique et physique », a indiqué Andrew Anagnost, CEO d'Autodesk dans un communiqué.

Asana aspire StackAI

Spécialisé dans l'automatisation des workflows, Asana s'est emparé de la plateforme no-code en création d'agents IA. L'annonce de ce rachat, d'un montant de 75 M\$, donne à Asana une capacité d'extraire facilement des données de nombreuses applications utilisées par ces clients comme GSuite, Salesforce, Slack... Il y a quelques semaines, cet éditeur avait lancé ses derniers agents IA

pour collaborer avec plusieurs utilisateurs et s'intégrer aux workflows existants, avec des connecteurs pour HubSpot et Salesforce en cours de développement. StackAI lui apporte non seulement une expertise en création d'agents IA et gagner un temps précieux de développement. Suite à cette acquisition, les fondateurs de StackAI, Tony Rosinol (CEO) et Bernard Aceituno (président), rejoignent Asana.

On pensait Tesla en difficulté en Europe, mais les derniers chiffres montrent autre chose

Après une année 2025 catastrophique, Tesla retrouve enfin des couleurs sur le marché européen. Les immatriculations de la marque américaine ont fortement progressé en avril, signant un troisième mois consécutif de hausse. Néanmoins la concurrence chinoise accélère encore davantage, tandis que la gamme Tesla reste plus limitée que jamais. De quoi relancer le débat sur la capacité du constructeur à conserver sa place dans un marché devenu beaucoup plus disputé.

Pendant une bonne partie de 2025, Tesla semblait avoir perdu sa dynamique en Europe. Entre les polémiques entourant Elon Musk, l'arrivée massive de nouveaux concurrents et une gamme vieillissante, les signaux n'étaient pas particulièrement encourageants. Quelques mois plus tard, le tableau apparaît pourtant bien différent...mais pour combien de temps encore ?

Tesla sort enfin de la spirale négative de 2025

Les chiffres publiés pour avril 2026 montrent un net redressement des ventes de la marque américaine. À l'échelle de l'Union européenne, Tesla a immatriculé 9 169 véhicules, soit une progression de 67,2 % sur un an.

En incluant le Royaume-Uni ainsi que les pays de l'AELE, le volume atteint 10 654 unités, en hausse de 46,5 %.

Cette progression est d'autant plus intéressante qu'elle s'inscrit dans une dynamique dans laquelle Tesla enregistre désormais trois mois consécutifs de croissance. Les immatriculations avaient déjà progressé de près de 12 % en février avant de bondir de plus de 84 % en mars. Une série positive qui rompt du coup radicalement avec la situation observée l'an dernier.

Toutefois il est nécessaire de nuancer cette réjouissance pour le constructeur. Il faut en effet replacer ces chiffres dans leur contexte. L'année 2025 avait été particulièrement difficile pour le constructeur texan. Les immatriculations européennes avaient chuté de 27,8 %, alors même que le marché des véhicules électriques poursuivait sa croissance. La transition industrielle liée au lancement du Model Y Juniper avait également conduit Tesla à interrompre temporairement la production dans plusieurs usines mondiales ce qui a pesé fortement sur les volumes du premier semestre.

Le marché électrique européen repart, porté par les aides et le prix des carburants

Cependant, si la base de comparaison est basse il faut aussi admettre que le contexte de marché joue clairement en faveur des voitures électriques et de Tesla. En avril 2026, les immatriculations automobiles ont progressé de 7 % en Europe pour atteindre 1 152 315 véhicules. Les modèles électrifiés, qu'il s'agisse de voitures électriques, hybrides rechargeables ou hybrides classiques, représentent désormais plus des deux tiers des ventes. Selon les données de l'ACEA, les voitures 100 % électriques totalisent 746 899 immatriculations sur les quatre premiers mois de l'année et représentent désormais 19,7 % du marché européen, contre 15,3 % un an auparavant. Plusieurs grands marchés comme l'Allemagne, la France ou l'Italie affichent d'ailleurs une croissance soutenue. Et plusieurs facteurs aident à comprendre cette tendance.

Le malheur des uns fait le bonheur des autres

Le retour de certains dispositifs d'aide, la progression des infrastructures de recharge et surtout la flambée récente des prix des carburants liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient contribuent à renforcer l'attractivité des modèles électriques. Tesla bénéficie naturellement de cette dynamique. Les Model 3 et Model Y conservent une position solide grâce à un rapport prix-prestations toujours compétitif. Malgré leur ancienneté relative, ces deux modèles continuent d'attirer une clientèle importante sur de nombreux marchés européens.

Le constructeur a même repris au premier trimestre 2026 la première place mondiale sur le segment des véhicules 100 % électriques avec 358 023 livraisons, contre 310 389 pour BYD. Une performance qui montre que Tesla reste un acteur majeur



du secteur malgré les turbulences traversées ces derniers mois.

BYD gagne du terrain pendant que Tesla manque de nouveautés

L'enjeu pour Tesla n'est cependant pas tant cette performance que sa capacité à se maintenir à cette position. Car pendant que la marque américaine redresse progressivement la barre, BYD continue de progresser à une vitesse nettement supérieure. En avril, le constructeur chinois a enregistré 27 008 immatriculations en Europe, soit une hausse de 114,5 % sur un an. Son volume est désormais plus de deux fois supérieur à celui de Tesla. Certes, cette performance inclut également les hybrides rechargeables, segment sur lequel BYD mise fortement afin de contourner plus facilement certaines contraintes réglementaires européennes. Mais à la différence de Tesla, le constructeur chinois dispose désormais d'une gamme très large couvrant pratiquement tous les segments du marché, des cita-

dines aux grandes berlines en passant par les SUV familiaux. Des modèles comme la Surf à moins de 20 000 € ou encore l'Atto 2, l'Atto 3 ou encore les nouvelles versions hybrides rechargeables lui permettent d'aller chercher des clients là où Tesla n'est tout simplement pas présent. Et cela pourrait être assez problématique pour le constructeur américain. Après l'arrêt progressif des Model S et Model X sur plusieurs marchés, la marque repose essentiellement sur deux véhicules : le Model 3 lancé en 2017 et le Model Y apparu en 2019. Certes ils sont mis à jour régulièrement et leur prestations sont au niveau mais dans la tête des clients l'effet nouveauté n'est plus là.

Conscient de cette faiblesse, le constructeur travaillerait désormais sur un nouveau modèle électrique plus compact et plus abordable selon Reuters. Les sources évoquent un SUV du segment C développé en Chine, avec une éventuelle production européenne à terme. Mais Tesla n'a communiqué aucun calendrier officiel.

BYD DOLPHIN G DM-I HYBRIDE RECHARGEABLE (2026) L'atout PHEV pour les citadines

Aux Dolphin et Dolphin Surf vient désormais s'ajouter la BYD Dolphin G, un modèle long de 4,16 m qui associe un format compact à une motorisation hybride rechargeable, inédite dans le segment. Son autonomie annoncée ? Plus de 1.000 km. BYD poursuit l'élargissement de sa gamme européenne en mettant désormais l'accent sur les modèles hybrides. Contrairement aux Dolphin Surf, légèrement plus compacte (3,99 m), et Dolphin, un peu plus imposante (4,28 m), la nouvelle Dolphin G mise en effet sur une motorisation hybride rechargeable. Que sait-on déjà à son sujet ?

Première compacte hybride rechargeable de BYD pour l'Europe

Selon BYD, la Dolphin G DM-i est le premier modèle développé spécifiquement pour les marchés internationaux, dont l'Europe. Le constructeur chinois vise ainsi claire-



ment les clients qui ne souhaitent pas encore franchir le pas du 100% électrique, tout en désirant rouler le plus souvent possible sans émissions locales. Une voiture à brancher, certes, mais qui ne rend pas dépendant d'une borne de recharge.

Plus de 1.000 kilomètres d'autonomie combinée

Sur les longs trajets, c'est surtout l'intelligence du système hybride qui devrait faire la différence. BYD annonce une autonomie combinée dépassant les 1.000 km lorsque la batterie est pleinement chargée et le réservoir rempli. Avec cette Dolphin G DM-i, la marque entend ainsi proposer une alternative crédible aux modèles essence traditionnels du segment B, la Renault Clio Full Hybrid E-Tech en tête.

Une expérience de conduite électrique grâce à la technologie DM-i

La Dolphin G DM-i fait appel à la technologie maison Super Hybrid DM-i de BYD, déjà aperçue récemment sur l'Atto 2 DM-i. Ici, le moteur électrique installé à l'avant procure des sensations très proches de celles d'une motorisation 100% électrique, avec des accélérations à la fois franches et parfaitement linéaires. Au quotidien, la plupart des trajets pourraient ainsi s'effectuer en mode électrique. Sur les parcours plus longs, le moteur à essence de 1,5 litre prend alors le relais.

Un format compact aux proportions très européennes

Avec ses 4,16 m de long pour 1,82 m de large, la Dolphin G DM-i s'inscrit parfaitement dans les standards du segment B européen. BYD entend marier ces dimensions extérieures contenues aux qualités pratiques d'une petite familiale, de quoi séduire aussi bien les urbains que les jeunes ménages.

Mots fléchés

Ils ne sont pas les payeurs Tristesses	Père de Jason Empêcher d'agir	Eléments reproducteurs des végétaux	Première page Chanteuse française (Olympe)	Uniformisation	Malchance Germandrée	Barbe de Jupiter Regret mélancolique							
Pour nouveau Catastrophe naturelle			Chute des bois des services Outil pour les bourreliers				Coucou Argon						
							Femelle d'un équidé Souffrant						
Conjonction de coordination Grosses boîtes			Reptile saurien Adverbe de quantité						Petite sainte Prénom de Ferré				
							Planisphère Hasard favorable ou défavorable						Terrain aménagé pour le sport
Préfecture de l'Aisne Uni par un accord				Boisson fermentée Astate							Initiales de lato sensu (au sens large) Adverbe de lieu		
							Au pied c'est un orteil Pieu pour un supplice						
Un allemand Langue slave			Enduit Eminents						Malko Linge y travaille de temps en temps Nid d'espions de la RDA				
				Terre entourée d'eau Place quelqu'un sur une chaise Note de musique									
Note de musique Etat du peuple juif			Produit sucré Le premier 'Kohen Gadol' des hébreux								Vieille armée Issues de		
							Habitante d'une préfecture normande Grosse mouche Percerette						Attente
Petit de la chèvre Surfaces agraires		Plante de la famille des palmiers Brandes					Fixée						
Excrément Basanée								Habiles Indium			Américium Sur une plaque espagnole Distance chinoise		
							Grand fleuve africain Bois odoriférant			Aluminium Il définit et régit les règles du rugby à XV			Déambula
Célèbre psychiatre français Il est à l'origine d'une des 12 tribus d'Israël			Devant le commissaire Antonio Chef éthiopien				Fin policie Possessif						
				Rayon lumineux						Possédés Soleil divin Système de freinage			
S'incliné Examine de nouveau Baryum								Ancienne province française Erbium					
				Crochet de boucher					Versant exposé au nord				
Ville de la région Ombrie en Italie								Pays à cheval entre l'Asie et l'Europe					

13 morts et 711 blessés en 48 heures

Treize personnes ont trouvé la mort et 711 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya Tébessa avec 4 morts et 3 blessés, suite à 3 accidents de la route, précise la même source.



UFC

Ouverture de la plateforme de préinscriptions en licence et master

L'Université de la formation continue (UFC) a annoncé, samedi dans un communiqué, l'ouverture de la plateforme de préinscriptions en licence et master.

"Les inscriptions sont ouvertes 24h/24 jusqu'au 13 juin à minuit pour les bacheliers souhaitant s'inscrire en licence, ainsi que pour les détenteurs d'une licence ou d'un diplôme d'ingénieur d'Etat dans certaines spécialités souhaitant poursuivre leurs études en master", précise le communiqué.

"Les diplômés de l'UFC au titre des trois dernières promotions sont également concernés par les inscriptions pour poursuivre leurs études en master", ajoute la même source. Les candidats sont tenus de renseigner l'ensemble des informations requises, et peuvent consulter le guide des inscriptions sur le site web de l'UFC : <https://preinscriptions.ufc.dz>

TLEMCCEN

Des technologies modernes renforcent les efforts de prise en charge des patients atteints de cancer

La prise en charge des patients atteints de cancer dans la wilaya de Tlemcen connaît une évolution remarquable, grâce au renforcement des structures de santé par des équipements médicaux modernes et à l'élargissement du recours aux technologies avancées de diagnostic et de traitement, ce qui a contribué à améliorer la qualité des soins et à réduire les délais des rendez-vous pour les patients. A cet effet, la cheffe du service de prévention générale à la Direction de la santé et de la population, Amine Briksi, a mis en avant, dans une déclaration à l'APS, les efforts déployés pour la prise en charge des patients venant de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya, précisant que cela se fait à travers les services d'oncologie des établissements hospitaliers de Remchi, Sebdo, Nedroma, Ghazaouet et Maghnia, ainsi qu'au niveau du centre de lutte contre le cancer "Ahmed Ben Bella" de Tlemcen, où sont assurés les traitements par chimiothérapie, radiothérapie et les examens spécialisés tels que l'imagerie par résonance magnétique (IRM) et le scanner selon un programme médical précis garantissant des rendez-vous réguliers aux patients.

Elle a ajouté que l'approche adoptée dans la wilaya de Tlemcen repose sur le renforcement du dépistage précoce et le rapprochement des services de santé des citoyens, notamment dans les zones éloignées, à travers l'organisation de caravanes médicales périodiques, affirmant que la prise en charge efficace des malades du cancer commence par un diagnostic précoce, qui augmente considérablement les chances de traitement et de guérison.

De son côté, la directrice du Centre de lutte contre le cancer "Ahmed Ben Bella" de Tlemcen, Nadja Djelloul, a indiqué que cet important établissement de santé comprend quatre services principaux : l'hématologie, la radiothérapie, la médecine nucléaire et l'oncologie, précisant que le renforcement des équipements et l'augmentation de la capacité d'accueil du centre ont contribué à améliorer la prise en charge des patients et à réduire les délais des rendez-vous.

La même responsable a ajouté que le service de radiothérapie, équipé de trois accélérateurs de traitement radiothérapeutique et d'un scanner dédié à la planification thérapeutique, prend en charge environ 120 patients par jour, expliquant que ces moyens ont permis de réduire les délais des séances de traitement.

Dans le même contexte, le directeur des services de santé du centre, Abdelkader Nehari, a révélé la création d'un service des urgences dédié à l'accueil des cas critiques, soutenu par une équipe médicale travaillant en système de permanence, soulignant que cette mesure a contribué à améliorer la rapidité de la prise en charge des cas urgents et à organiser le parcours de soins au sein de l'établissement.

MDN

Chanegriha appelle à la réussite des législatives et au renforcement de l'outil défensif national

Le Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), M. Saïd Chanegriha, a supervisé, samedi, au siège du ministère de la Défense nationale (MDN), une cérémonie de présentation des vœux à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Adha, indique un communiqué du MDN. "Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, ce samedi 30 mai 2026, au siège du ministère de la Défense nationale, une cérémonie de présentation des vœux à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Adha El-Moubarak", précise la même source.

La cérémonie a été honorée par la présence du Commandant des Forces Terrestres, du Secrétaire Général du ministère de la Défense nationale, des Commandants de Forces, du directeur du Cabinet auprès du ministre de la Défense nationale, du Commandant de la première Région Militaire, des chefs de Départements, du Contrôleur Général de l'Armée, ainsi que les directeurs et les chefs des services centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire", ajoute le communiqué.

A cette occasion, le Général d'Armée a transmis à l'assistance le message de vœux de Monsieur le Président de la République, de même qu'il a tenu, à son tour, à leur adresser ainsi qu'au peuple algérien, ses vœux les plus sincères. "Je tiens, tout d'abord, à vous transmettre le message de vœux du Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la célébration par notre pays de la fête de l'Aïd El-Adha. Il me plaît également



de vous adresser, à mon tour, en cette heureuse fête religieuse, mes plus sincères félicitations et mes meilleurs vœux, en priant Le Tout-Puissant de nous accorder à tous, ainsi qu'au valeureux peuple algérien, le bonheur, la prospérité et Ses bénédictions", a déclaré, à l'occasion, le Général d'Armée. Il a souligné que "notre pays s'appête, dans les semaines à venir, à organiser un scrutin important, à savoir les élections législatives, et que les différents échelons de commandement de l'Armée nationale populaire et les services de sécurité devront veiller à leur réussite".

"Dans les semaines à venir, notre pays sera appelé à vivre un scrutin important, à savoir les élections législatives. Il s'agit en effet d'un événement national d'une importance capitale pour notre pays et notre peuple, car il marquera l'aboutissement du processus de refonte politique de l'Etat, qui a été amorcé par la révision de la Constitution du 1 novembre 2020, en passant par toutes les démarches engagées dans le sens de la consolidation de l'édifice démocratique et institutionnel de l'Algérie nouvelle et triomphante", a

souligné le Général d'Armée. Et d'ajouter, à ce titre : "Afin de garantir le bon déroulement de cette échéance électorale nationale et permettre aux citoyens d'exercer leur droit constitutionnel et leur devoir civique dans un climat de sérénité et de quiétude, il incombe aux différents échelons de commandement de veiller à la mise en œuvre de toutes les mesures sécuritaires et opérationnelles nécessaires à la réussite de ces élections législatives". Le Général d'Armée a ajouté que "la bataille de l'adaptation de notre outil défensif, au regard des répercussions de la conjoncture internationale est une bataille décisive au sens plein du terme", relève le communiqué.

"La bataille de l'adaptation de notre outil défensif, à l'ombre des répercussions de la situation internationale actuelle et des défis et menaces qu'elle engendre, est une bataille décisive au sens plein du terme. Car c'est à la lumière de ses résultats que se dessineront les traits d'une armée forte, capable de relever les défis de cette situation changeante et d'en gagner les enjeux", a conclu le Général d'Armée.

APS

SANTÉ

Lancement d'une plateforme numérique dédiée aux demandes d'équivalence des diplômes étrangers de formation paramédicale et de sage-femme

Le ministère de la Santé a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement d'une plateforme numérique dédiée au dépôt et à l'examen des demandes d'équivalence des diplômes étrangers de formation paramédicale et de sage-femme, dans le cadre de l'amélioration de la qualité du service et de la modernisation de l'administration.

"Dans le cadre de la numérisation et de la simplification des procédures d'équivalence des diplômes, le ministère de la Santé (direction de la formation) in-

forme les citoyens algériens titulaires de diplômes étrangers délivrés par des établissements de formation paramédicale et de sage-femme, souhaitant obtenir une équivalence de leurs diplômes, qu'une plateforme numérique dédiée au dépôt et à l'examen des demandes d'équivalence des diplômes a été lancée", précise le communiqué, soulignant que le dépôt des dossiers se fait exclusivement via le lien <https://equivalence.sante.gov.dz> "Les concernés doivent téléverser toutes les pièces requises via la plateforme, en s'assurant de la

clarté des documents joints, afin d'éviter tout rejet de la demande ou retard dans le traitement", explique le ministère.

La direction de la formation invite les concernés à suivre cette nouvelle procédure, qui "participe des efforts du ministère de la Santé visant à améliorer la qualité du service et à faciliter l'examen des dossiers, dans le cadre de la modernisation de l'administration et de la simplification des démarches administratives au profit des citoyens", conclut le communiqué.